

TABLEAU DE BORD DE L'ECONOMIE

Burkina Faso
Unité - Progrès - Justice

Ministère de l'Economie, des Finances et
du Développement

Secrétariat Général

Institut National de la Statistique
et de la Démographie (INSD)



TBE n° 01/2021

Tableau de bord de l'Economie

au 1^{er} trimestre 2021

Juin 2021

SOMMAIRE

Secteur réel	3
Secteur finances publiques	10
Secteur monétaire	15
Secteur extérieur	19
Définitions et abréviations	25
Crédit des contributions	26

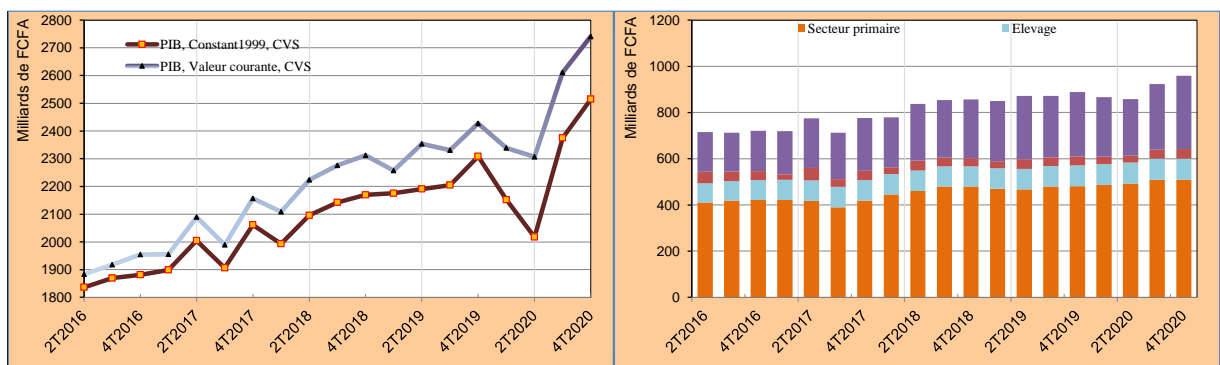
Secteur réel

Le niveau général des prix à la consommation a enregistré une baisse trimestrielle de 1,2% et une hausse annuelle de 2,4% au premier trimestre 2021.

Le PIB est ressortit à 5,9% au quatrième trimestre 2020 après une forte croissance de 17,7% au troisième trimestre et deux reculs successifs au premier et au deuxième trimestre 2020 sous l'effet de la crise liée à la pandémie de coronavirus (COVID-19). Cette poursuite de l'activité économique au cours du quatrième trimestre 2020 résulte de la poursuite des activités dans le secondaire (+13,3%), dans le tertiaire (+2,5%) et une stagnation du secteur primaire. Le quatrième trimestre de l'année 2020 est marqué par une reprise de l'activité industrielle. En effet, l'indice harmonisé de la production industrielle (IHPI) enregistre une hausse de 13,8% en glissement trimestriel passant de 151,3 au troisième trimestre 2020 pour s'établir à 172,1 au quatrième trimestre.

COMPTES NATIONAUX TRIMESTRIELS (CNT)

CNT (Milliards de FCFA) En volume aux prix de l'année précédente chaînés, CVS	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Glissement	
	2019	2020	2020	2020	2020	trimestriel	annuel
Secteur primaire	481,2	486,4	492,2	508,9	509,1	0,0%	5,8%
Agriculture	345,8	352,5	361,8	371,4	371,4	0,0%	7,4%
Agriculture hors égrenage de coton	334,8	341,8	351,5	360,9	360,7	-0,1%	7,7%
Egrenage de coton	11,9	11,7	11,5	11,7	11,9	1,8%	-0,2%
Élevage	90,0	90,6	91,1	91,4	91,6	0,2%	1,8%
Sylviculture et chasse	34,6	32,8	29,4	34,6	34,6	0,0%	0,0%
Pêche et aquaculture	7,5	7,1	6,4	7,5	7,5	0,0%	0,0%
Secteur secondaire	511,5	500,9	512,0	578,6	655,7	13,3%	28,2%
Activités extractives	213,3	223,4	239,4	272,9	330,9	21,3%	55,1%
Activités manufacturières	212,2	199,8	197,3	223,1	234,5	5,1%	10,5%
Agroalimentaire	135,4	129,5	127,3	143,9	152,0	5,6%	12,2%
Fabrication de textiles et articles d'habillements	27,2	26,6	27,1	27,5	27,1	-1,5%	-0,2%
Fabrication de produits minéraux	10,9	11,9	12,3	12,3	12,9	4,1%	18,2%
Autres industries manufacturières	38,3	31,0	29,8	38,4	41,5	7,9%	8,4%
Electricité - Eau - Assainissement	15,5	15,7	15,8	15,7	16,1	2,6%	4,0%
Construction	67,0	58,0	55,0	62,0	67,5	8,9%	0,8%
Secteur tertiaire	1 041,7	909,3	767,8	1 000,8	1 026,2	2,5%	-1,5%
Commerce et réparation	215,7	175,3	129,0	195,7	215,9	10,3%	0,1%
Transport et entreposage	26,0	22,7	22,1	23,8	30,3	27,2%	16,3%
Hébergement et restauration	54,2	40,2	29,7	37,7	40,2	6,5%	-25,9%
Information et communication	59,2	57,8	57,4	60,4	63,6	5,2%	7,4%
Services Financiers et assurances	52,0	46,3	48,0	48,0	49,8	3,8%	-4,2%
Activités immobilières	112,4	106,7	95,5	112,4	112,4	0,0%	0,0%
Activités professionnelles, scientifiques, techniques, Service	32,7	31,8	28,1	30,6	30,6	-0,2%	-6,5%
Services d'administration publique et autres services colle	486,9	424,3	352,1	486,4	478,1	-1,7%	-1,8%
Impôts et taxes nets sur les produits	279,2	257,8	244,8	284,0	316,4	11,4%	13,3%
PIB, Volume au prix de l'année précédente	2 308,7	2 152,4	2 017,6	2 375,3	2 514,9	5,9%	8,9%
PIB, Valeur courante, CVS	2 427,6	2 339,1	2 306,5	2 610,8	2 740,9	5,0%	12,9%



Au quatrième trimestre 2020, le PIB réel poursuit sa croissance qui s'établit à 5,9% par rapport au trimestre précédent après une forte hausse de 17,7% enregistrée au trimestre précédent. Cette croissance de l'activité économique au cours du quatrième trimestre 2020 résulte d'une poursuite de la reprise des activités dans les différents secteurs. Il s'agit des hausses dans le secteur secondaire (+13,3%), le tertiaire (+2,5%) et une stagnation du secteur primaire (+0,0%).

La poursuite de la croissance dans le secondaire est due principalement à la forte progression des activités extractives (+21,3%) et à une croissance dans les secteurs de la construction (+8,9%), de l'industrie agroalimentaire (+5,6%) et des activités manufacturières (5,1%).

La croissance dans le secteur tertiaire est liée au maintien de l'allègement des mesures de relance dans la lutte contre la COVID-19. En effet, on note une progression des activités des services de transport (+27,2%), du commerce (+10,3%), de l'hébergement (+6,5%) et des services des postes et télécommunication (+5,2%);

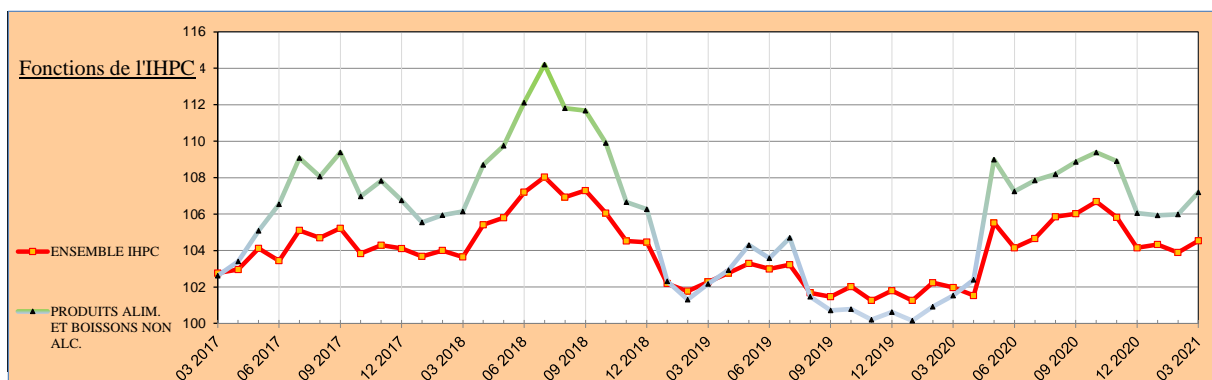
Le secteur primaire quant à lui n'enregistre aucune évolution ; il est cependant marqué par une progression de l'activité d'égrenage de coton (1,8%) contre balancé par l'activité agricole (-0,1%).

En variation annuelle, le PIB croît de 8,9% au quatrième trimestre après sa croissance entamée au troisième trimestre de 7,7%. Cette performance est liée au rythme de l'activité dans le secteur secondaire (+28,2%) et du secteur primaire (+5,8%), le secteur tertiaire ayant enregistré une contreperformance (-1,5%). En somme, le taux de croissance réel ressortirait à 2,0% pour l'année 2020.

Source : MINEFID / INSD

INDICE HARMONISE DES PRIX A LA CONSOMMATION (IHPC)

IHPC Trimestriel Base 100 = 2014	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Glissement	
	2020	2020	2020	2020	2021	trimestriel	annuel
ENSEMBLE IHPC	101,8	103,7	105,5	105,6	104,3	-1,2%	2,4%
PRODUITS ALIM. ET BOISSONS NON ALC.	100,9	106,2	108,3	108,1	106,4	-1,6%	5,5%
BOISSONS ALCOOLISEES, TABACS ET STUPEFIANTS	126,0	124,3	138,2	132,7	128,5	-3,2%	2,0%
ART. D'HABILLEMENT ET ARTICLES CHAUSSANTS	101,3	101,3	101,3	101,3	101,3	0,0%	0,0%
LOGEMENT, EAU, ELECTRICITE, GAZ, AUTRES COMB.	101,4	91,9	96,3	100,1	98,9	-1,2%	-2,4%
AMEUBL., EQUIP. MENAGER, ENTRET. MAISON	101,2	101,2	101,3	101,3	101,3	0,0%	0,1%
SANTE	100,4	100,4	100,4	100,4	100,5	0,1%	0,1%
TRANSPORTS	100,1	99,0	98,6	98,4	98,2	-0,2%	-1,8%
COMMUNICATION	98,8	98,8	98,8	98,8	98,8	0,0%	0,0%
LOISIRS, SPECTACLES ET CULTURE	101,1	101,1	101,1	101,1	101,2	0,0%	0,0%
ENSEIGNEMENT	107,4	107,4	107,4	107,8	107,8	0,0%	0,4%
HOTELS, CAFES, RESTAURANTS	105,5	105,7	104,8	105,1	105,5	0,4%	0,0%
AUTRES BIENS ET SERVICES	100,8	100,8	100,8	100,9	100,9	0,0%	0,1%



Au premier trimestre 2021, le niveau général des prix à la consommation a enregistré une baisse trimestrielle de 1,2% et une hausse annuelle de 2,4%.

La baisse relevée en glissement trimestriel est surtout liée à un fléchissement des prix des "boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants" (-3,2%), des "produits alimentaires et boissons non alcoolisées" (-1,6%) et des services de "logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles". Les autres fonctions de consommation ont connu une faible variation trimestrielle de leurs prix (entre -0,2% et 0,4%).

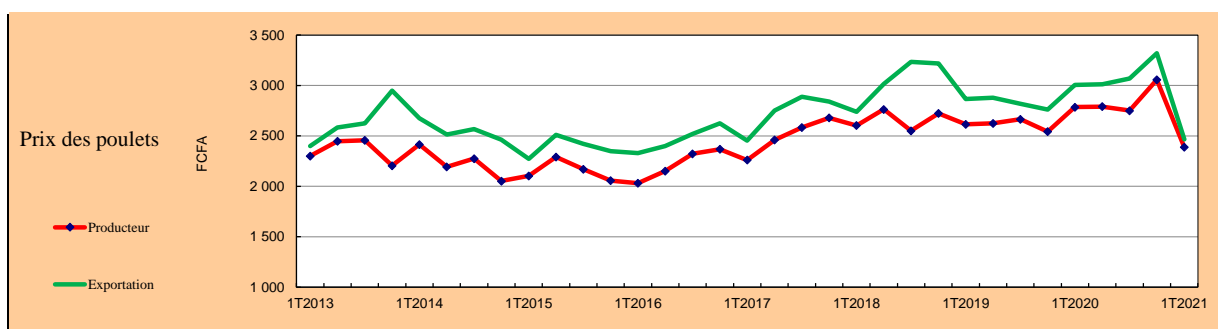
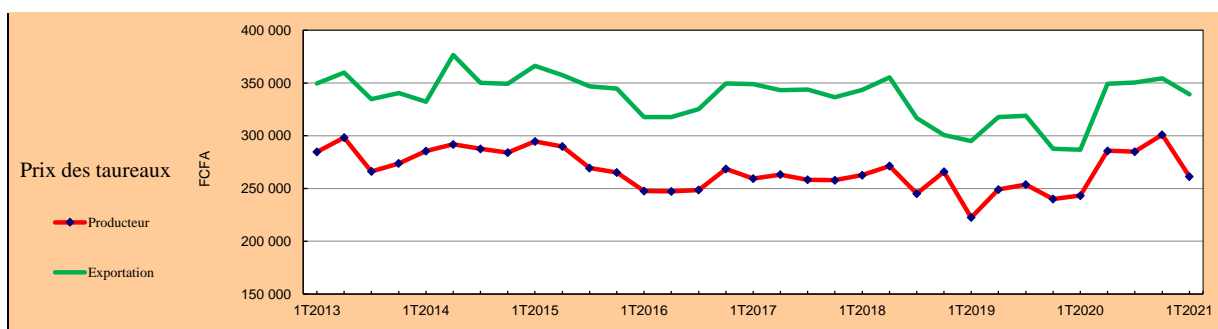
La hausse en variation annuelle est essentiellement imputable au renchérissement des "produits alimentaires et boissons non alcoolisées" (+5,5%) et des "boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants" (+2,0%). Cette hausse a été atténuée par une baisse des prix des services de "logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles" (-2,4%) et ceux des "transports" (-1,8%).

A fin mars 2021, l'inflation moyenne des 12 derniers mois est ressortie à 2,5% contre -2,9% à fin mars 2020. La hausse du niveau général des prix à la consommation est tributaire de la montée des prix des produits du secteur primaire et du secteur secondaire.

Source : MINEFID / INSD

PRIX DES PRODUITS DE L'ELEVAGE

Prix sur les marchés de référence En Francs CFA	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Glissement		
	2020	2020	2020	2020	2021	trimestriel	annuel	
	Prov							
Prix au producteur du taureau	243 267	285 676	284 903	300 949	261 283	-13,2%	7,4%	
Prix à l'exportation du taureau	286 582	349 131	350 379	354 371	339 347	-4,2%	18,4%	
Prix au producteur du bœuf	41 631	46 227	52 134	48 695	46 062	-5,4%	10,6%	
Prix à l'exportation du bœuf	49 164	57 475	53 250	58 200	50 902	-12,5%	3,5%	
Prix au producteur du bouc	30 583	32 152	27 798	28 604	26 208	-8,4%	-14,3%	
Prix à l'exportation du bouc	34 273	37 856	26 781	33 000	22 383	-32,2%	-34,7%	
Prix au producteur du poulet	2 785	2 791	2 750	3 057	2 388	-21,9%	-14,3%	
Prix à l'exportation du poulet	3 006	3 013	3 069	3 319	2 465	-25,7%	-18,0%	
Prix au producteur de la pintade	2 736	2 743	2 765	2 948	2 738	-7,1%	0,1%	
Prix à l'exportation de la pintade	2 934	2 949	2 951	3 174	2 938	-7,4%	0,1%	



Le marché du bétail s'est caractérisé au premier trimestre 2021 par une baisse du niveau d'approvisionnement des marchés à bétail comparativement au quatrième trimestre 2020. Le niveau général des prix du bétail et de la volaille a, malgré cette tendance, affiché une baisse. Cette situation pourrait s'expliquer par la baisse de la demande consécutive à la situation sécuritaire.

Le prix du taureau a affiché une tendance baissière par rapport au trimestre écoulé et une tendance haussière par rapport au premier trimestre 2020 sur les marchés. En effet, en glissement trimestriel, le prix du taureau a connu des variations de -13,2% sur les marchés de production et de -4,2% sur les marchés d'exportation. En glissement annuel, les variations des prix du taureau ont, cependant, été en hausse de 7,4% sur les marchés de production et de 18,4% sur les marchés d'exportation. Le prix du bœuf a connu la même tendance que celui du taureau sur les deux types de marchés par rapport au trimestre précédent. En glissement trimestriel, le prix du bœuf a affiché une baisse de 5,4% et de 12,5% respectivement sur les marchés de production et d'exportation. En glissement annuel, les prix ont été en hausse aussi bien sur les marchés de production (+10,6%) que d'exportation (+3,5%). Quant au bouc, son prix a été en baisse sur les marchés de production de 8,4% et de 14,3% respectivement en glissement trimestriel et en glissement annuel. Sur les marchés d'exportation, les mêmes tendances ont été observées avec des variations beaucoup plus élevées en glissement trimestriel (-32,2%) et en glissement annuel (-34,7%).

La tendance baissière des prix du bétail s'expliquerait par la baisse de la demande résultant d'une part par la situation sécuritaire qui affecte bon nombre d'acteurs (producteurs et commerçants de bétails) et d'autre part par l'état d'embonpoint des animaux présentés suite à la soudure pastorale (manque d'eau et de pâturage).

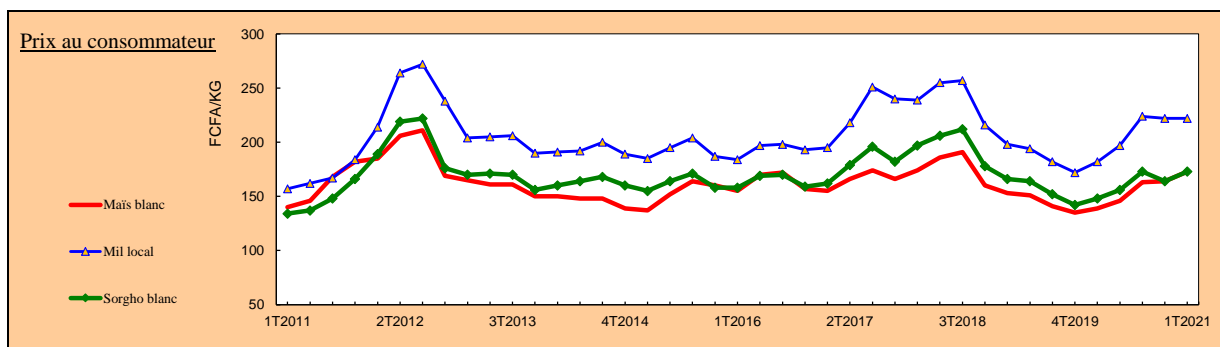
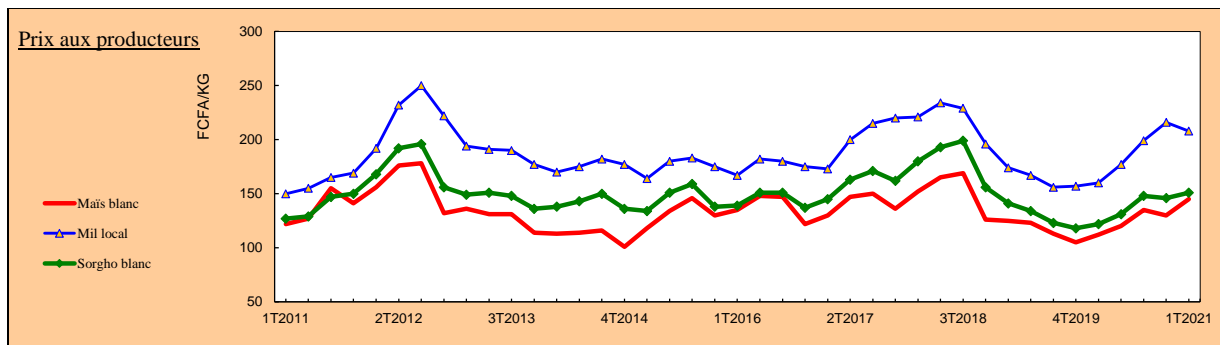
Le prix de la volaille s'est déprécié surtout au niveau du poulet où les prix ont beaucoup baissé en glissement trimestriel de 21,9% sur les marchés de production et de 25,7% sur les marchés d'exportation. La même tendance a été enregistrée en glissement annuel avec 14,3% sur les marchés de production et de 18,0% sur les marchés d'exportation.

La baisse des prix de la volaille s'expliquerait en partie par la baisse de la demande surtout pour l'exportation.

Sources : M.R.A.H. / D.G.E.S.S.

PRIX DES PRODUITS AGRICOLES

Prix sur les marchés de référence (En Francs CFA / Kg)	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Glissement	
	2020	2020	2020	2020	2021	trimestriel	annuel
Prix au producteur du maïs blanc	112,0	120,0	135,0	130,0	145,0	11,5%	29,5%
Prix au consommateur du maïs blanc	139,0	146,0	163,0	164,0	173,0	5,5%	24,5%
Prix au producteur du mil local	160,0	177,0	199,0	216,0	208,0	-3,7%	30,0%
Prix au consommateur du mil local	182,0	197,0	224,0	222,0	222,0	0,0%	22,0%
Prix au producteur du sorgho blanc	122,0	131,0	148,0	146,0	151,0	3,4%	23,8%
Prix au consommateur du sorgho blanc	148,0	156,0	173,0	164,0	173,0	5,5%	16,9%



L'analyse des marchés au cours de ce premier trimestre 2021 montre une bonne disponibilité en produits agricoles et principalement céréaliers. L'offre en céréales est cependant jugée en baisse par rapport à l'année précédente et à la normale. Cette baisse est plus accentuée dans les régions du Nord, du Sahel, du Centre Nord, de l'Est et dans la partie nord de la Boucle du Mouhoun. Ces régions sont sujettes à des facteurs climatiques et de crise sécuritaire qui ont impacté négativement sur la production agricole.

En moyenne, la demande dans son ensemble, est similaire à ce qui est habituellement observé en cette période. Cela est dû au fait que les ménages détiennent toujours du stock leur permettant de ne pas entièrement être dépendants du marché. Au niveau des marchés des régions citées plus haut par contre, la demande est plus élevée et s'explique par un grand nombre de déplacés internes mais aussi par une baisse de la production.

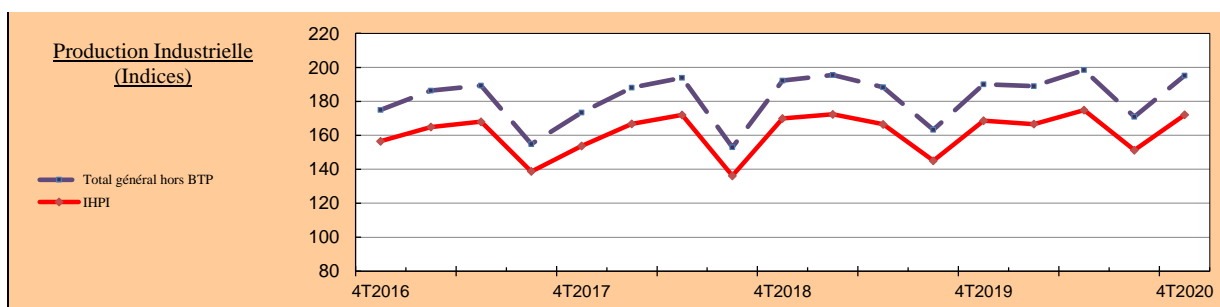
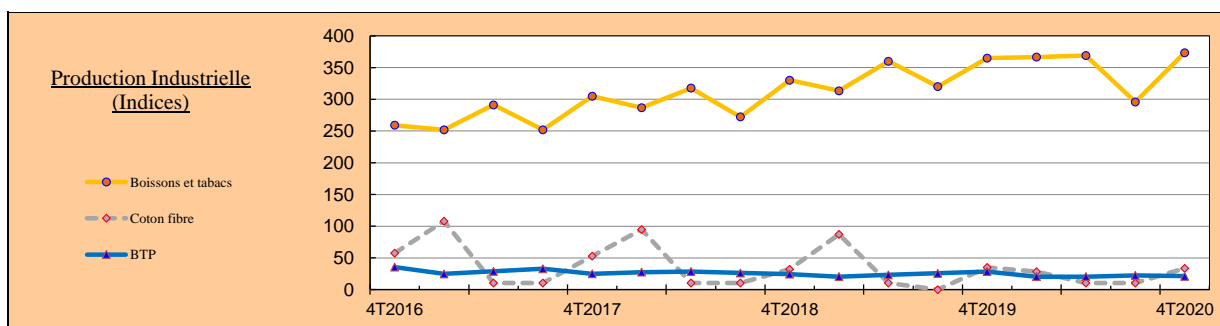
Les niveaux de prix des céréales sont jugés élevés par les acteurs. Les prix moyens du kilogramme sur les marchés de collecte se sont situés à 145 FCFA pour le maïs, 208 FCFA pour le mil et 151 FCFA pour le sorgho. De ces prix, il ressort des variations par rapport au trimestre précédent de +11,5%, -3,7% et +3,4% respectivement pour le maïs, le mil et le sorgho. Par rapport au même trimestre de l'année précédente, des hausses de prix ont été enregistrées : +29,5% pour le maïs, +30,0% pour le mil et +23,8% pour le sorgho. Comparé à la moyenne quinquennale, des hausses de prix ont été relevées : +11% pour le maïs, +17% pour le mil et +4% pour le sorgho.

Sur les marchés de détail, les niveaux de prix du kilogramme se situaient comme tels : 173 FCFA pour le maïs, 222 FCFA pour le mil et 173 pour le sorgho. Par rapport au trimestre précédent, ces prix donnent des variations de +5,5% pour le maïs et le sorgho et une stabilité pour le mil. Comparativement aux prix moyens de l'année passée des hausses de prix ont été observées : +24,5% pour le maïs, +22% pour le mil et +16,9% pour le sorgho. Les variations par rapport à la moyenne quinquennale donnent les écarts suivants : +12%, +11% et +4% respectivement pour le maïs, le mil et le sorgho.

Sources : M.A.A.H. / SO.NA.GE.S.S.

INDICE HARMONISE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (IHPI)

IHPI Trimestriel Base 100 en 2007, Données brutes.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Glissement	
	2019	2020	2020	2020	2020	trimestriel	annuel
COTON FIBRE (SOFITEX)	35,0	28,3	10,3	10,3	33,5	224,2%	-4,1%
PRODUITS ALIMENT., BOISSONS ET TABACS	293,5	309,4	294,3	243,1	264,1	8,6%	-10,0%
INDUSTRIES DES TEXTILES (y compris coton)	45,2	39,2	22,8	13,4	43,9	227,5%	-2,9%
INDUSTRIES EXTRACTIVES	1 653,8	1 733,1	1 856,5	2 116,0	2 566,0	21,3%	55,2%
INDUSTRIES MANUFACT. (Hors Coton)	188,2	188,5	184,0	158,3	174,3	10,1%	-7,4%
BOISSONS ET TABAC	364,8	366,6	369,0	295,8	373,4	26,3%	2,4%
AUTRES INDUSTRIES MANUFACT.	188,2	188,5	184,0	158,3	174,3	10,1%	-7,4%
BOULANGERIES, MEUNERIES	712,5	854,3	1 451,0	1 555,0	143,2	-90,8%	-79,9%
AUTRES INDUST. ALIMENTAIRES	113,8	150,8	56,5	41,0	41,5	1,4%	-63,5%
INDUST. TEXTILES (Hors SOFITEX)	148,3	148,3	148,3	148,3	148,3	0,0%	0,0%
INDUSTRIES CHIMIQUES	75,8	87,8	88,3	100,2	76,4	-23,8%	0,7%
OUVRAGES EN BOIS ET METAUX	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	0,0%	0,0%
ELECTRICITE, GAZ ET EAU	109,0	98,0	153,3	111,7	120,8	8,1%	10,8%
BATIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS	28,6	20,6	20,6	22,5	21,1	-6,3%	-26,3%
TOTAL GENERAL HORS BTP	190,0	189,0	198,5	170,9	195,2	14,2%	2,7%
IHPI	168,6	166,6	174,9	151,3	172,1	13,8%	2,1%



Le quatrième trimestre 2020 est marqué par une reprise de l'activité industrielle. En effet, l'indice harmonisé de la production industrielle (IHPI) enregistre une hausse de 13,8% en glissement trimestriel pour s'établir à 172,1. Comparativement au quatrième trimestre 2019, on note également une légère hausse de l'indice global (+2,1%).

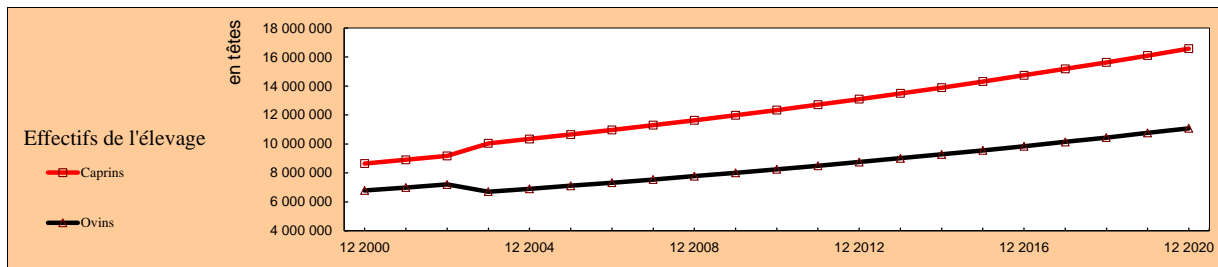
L'industrie burkinabè a été tirée essentiellement par les entreprises extractives, les sociétés de fabrication de boissons et de tabacs, les industries textiles et le secteur eau, électricité, gaz. En effet, comparativement au troisième trimestre 2020 la production a fortement augmenté dans les industries minières (+21,3%) et celles de fabrication de boissons et de tabacs (26,3%). En glissement annuel, leurs indices sont également en hausse de 55,2% et 2,4% respectivement. Aussi, la reprise de l'activité d'égrenage de coton, entrée dans sa phase de production saisonnière, a entraîné une forte hausse de l'indice de la branche en glissement trimestriel (+227,5%). Par contre, l'indice du secteur est en baisse de 2,9% en glissement annuel. Enfin, les industries de production d'électricité et d'eau enregistrent des croissances relativement fortes de leur indice tant en glissement trimestriel (+8,1%) qu'annuel (+10,8%).

Les industries chimiques et celles de fabrication de matériaux de construction sont, quant à elles, en repli au cours de la période. En glissement trimestriel, leurs indices sont en baisse de 23,8% et 6,3% respectivement. En glissement annuel, la production des industries chimiques est restée quasi stable tandis que l'indice du BTP est en forte baisse (-26,3%).

Source : MINEFID / INSD

EFFECTIFS DU SECTEUR DE L'ELEVAGE

Effectifs (en têtes et en milliers de têtes)	déc 2016	déc 2017	déc 2018	déc 2019	déc 2020	Croissance moyenne	
						2016-2020	2019-2020
Effectif de bovins (en têtes)	9 457 934	9 647 073	9 839 995	10 036 771	10 237 484	2,0%	2,0%
Effectif d'ovins (en têtes)	9 842 712	10 137 973	10 442 084	10 755 322	11 077 955	3,0%	3,0%
Effectif de caprins (en têtes)	14 737 393	15 179 490	15 634 856	16 103 880	16 586 976	3,0%	3,0%
Effectif de la volaille (poules + pintades) (en milliers de)	44 792	46 135	47 519	48 945	50 413	3,0%	3,0%

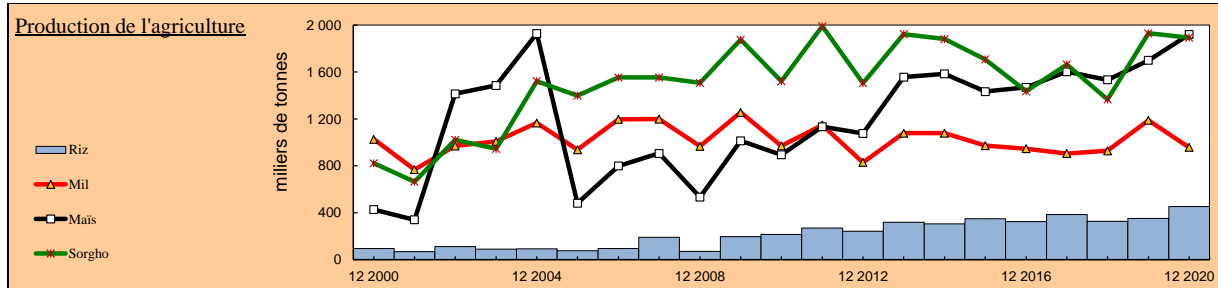


La pandémie de la Covid-19 n'a pas permis le bon déroulement des activités entrant dans le cadre de la Première Enquête Nationale sur le Cheptel (ENC1) qui devrait permettre de disposer de données actualisées. En attendant donc les résultats de l'ENC1, les effectifs du cheptel 2020 sont estimés sur la base des données de la deuxième Enquête Nationale sur les Effectifs du Cheptel (ENEC II). Les résultats de cette estimation consignés dans le tableau ci-dessus donnent des effectifs de 10 237 484 têtes de bovins, de 27 664 931 têtes de petits ruminants (ovins et caprins) et de 50 413 102 têtes pour la volaille (poules et pintades).

Sources : M.R.A.H. / D.G.E.S.S.

PRODUCTION DU SECTEUR DE L'AGRICULTURE

Production de l'agriculture (tonnes)	déc 2016	déc 2017	déc 2018	déc 2019	déc 2020	Croissance moyenne	
						2016-2020	2019-2020
Production brute totale de céréales	4 567 066	4 063 198	5 180 702	4 939 630	5 179 104	3,2%	4,8%
dont : Production brute de mil	905 071	928 234	1 189 079	970 176	957 253	1,4%	-1,3%
dont : Production brute de sorgho	1 663 844	1 365 898	1 929 834	1 871 792	1 893 571	3,3%	1,2%
dont : Production brute de maïs	1 602 525	1 533 431	1 700 127	1 710 898	1 920 101	4,6%	12,2%
dont : Production brute de riz (pluvial et irrigué)	384 690	325 566	350 392	376 577	451 421	4,1%	19,9%



Le premier trimestre a été marqué par les résultats définitifs de la campagne agricole 2020/2021. Cette campagne agricole a connu un déroulement globalement normal sur l'ensemble du territoire. Les retards constatés à l'installation de la campagne ont été compensés par la bonne répartition spatio-temporelle de la pluviométrie au courant des mois de juillet et août. Toutefois, des cas d'inondations, de poches de sécheresses, d'attaques de chenilles légionnaires et d'oiseaux granivores ont perturbé le développement des cultures dans certaines localités.

La production définitive des cultures céréalières est estimée à 5 179 104 tonnes. Elle est en hausse de 4,85% par rapport à la dernière campagne agricole et de 12,88% par rapport à la moyenne des cinq dernières années. De façon désagrégée, il ressort que :

- le mil enregistre une production de 957 253 tonnes soit des baisses de 1,33% par rapport à la campagne précédente et de 1,08% par rapport à la moyenne quinquennale ;

- le sorgho blanc a enregistré une production totale estimée à 1 425 103 tonnes soit une baisse de 2,92% par rapport à la campagne précédente et une hausse de 13,96%, par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes ;

- le sorgho rouge a enregistré une production totale estimée à 414 467 tonnes soit une hausse respective de 2,64% et de 2,88% par rapport à la campagne précédente et par rapport à la moyenne quinquennale ;

- la production de maïs estimée à 1 920 101 tonnes est en hausse de 12,23% et de 19,76% respectivement par rapport à la campagne passée et à la moyenne des cinq dernières campagnes ;

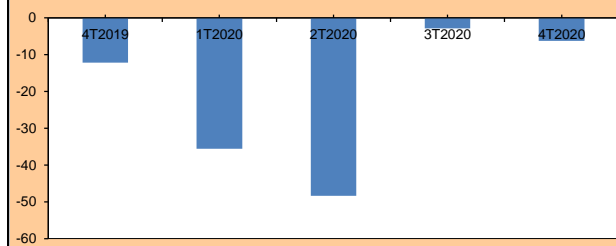
- la production de riz estimée à 451 421 tonnes est en hausse respectivement de 19,89% et 28,08% par rapport à la campagne précédente et à la moyenne quinquennale ;

- le fonio a une production de 10 758 tonnes, soit une hausse de 5,08% par rapport à la campagne précédente mais en baisse de 3,26% par rapport à la moyenne quinquennale.

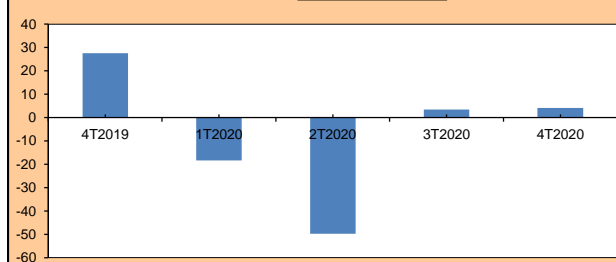
La production globale des autres cultures vivrières (niébé, voandzou, patate et igname) est évaluée à 967 931 tonnes. Comparée à la campagne passée et à la moyenne des cinq dernières années, elle est respectivement en hausse de 9,62% et de 25,20%.

Le bilan céréalier définitif fait ressortir un excédent brut global estimé à 109 321 tonnes, résultant d'un excédent brut de 668 792 tonnes pour les céréales traditionnelles (mil, sorgho, maïs, fonio) et de déficits bruts respectifs de 322 141 tonnes et 237 330 tonnes pour le riz et le blé. En prenant en compte le solde import/export, le bilan céréalier définitif fait ressortir un excédent net de 792 301 tonnes, dégageant un disponible apparent par habitant de 243 kg.

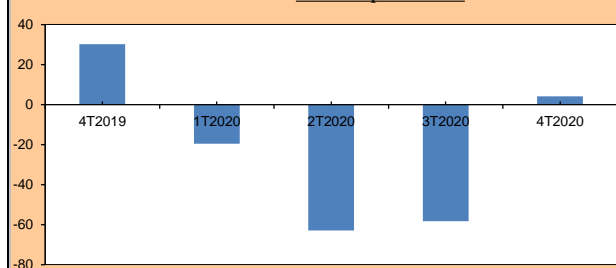
Sources : M.A.A.H. / SO.NA.GE.S.S.

SOLDES D'OPINION (%) DES CHEFS D'ENTREPRISES...**... sur le climat des affaires****Climat des affaires**

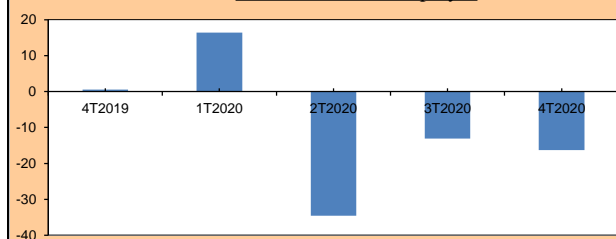
La détérioration du climat des affaires se poursuit au quatrième trimestre 2020 après une dégradation continue depuis le 3^{ème} trimestre 2019.

... sur les recettes**Recettes**

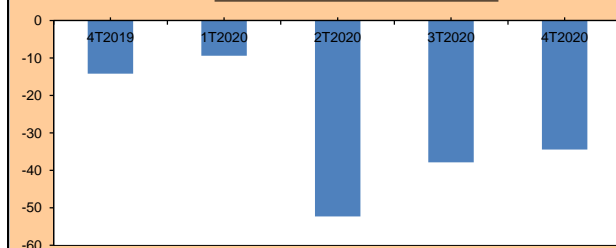
Une poursuite de la hausse des recettes au 4^{ème} trimestre après une hausse au 3^{ème} trimestre 2020.

... sur la production**Production**

La production reprend sa croissance au 4^{ème} trimestre 2020.

... sur les effectifs employés**Effectifs employés**

La baisse des effectifs employés se poursuit au 4^{ème} trimestre 2020.

... sur la situation de la trésorerie**Trésorerie des entreprises**

La détérioration de la situation de la trésorerie continue mais s'atenué légèrement.

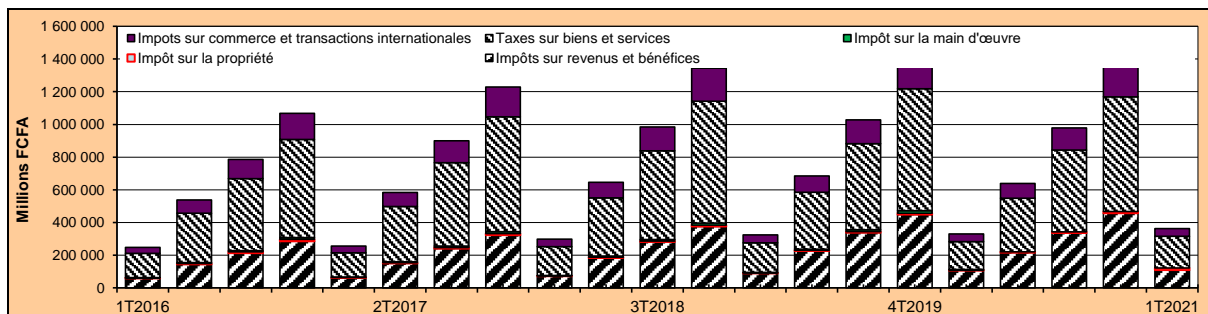
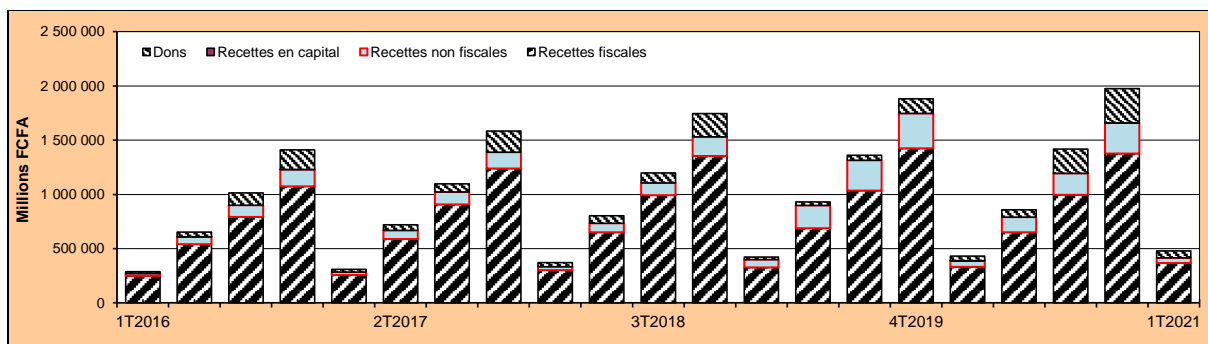
Source : MINEFID / INSD

Finances publiques

L'exécution des opérations financières de l'Etat, à fin mars 2021, s'est soldée par un déficit (base engagement) de 129,29 milliards de FCFA, contre un déficit de 69,15 milliards de FCFA un an plus tôt.

RECETTES TOTALES ET DONS

RECETTES CUMULEES (En millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2021)	1. Trim. 2020 Réal.	2. Trim. 2020 Réal.	3. Trim. 2020 Réal.	4. Trim. 2020 Réal.	1. Trim. 2021 Est.	Taux d'exécution	Glissement annuel
Recettes totales et dons	2 100 905,8	431 317,4	857 719,9	1 417 762,4	1 975 339,7	478 002,4	22,8%	10,8%
Recettes totales	1 789 449,7	388 957,0	791 328,4	1 194 058,8	1 659 380,9	414 950,8	23,2%	6,7%
Recettes courantes	1 789 449,7	388 861,2	791 199,3	1 193 772,4	1 659 076,2	414 950,8	23,2%	6,7%
Recettes fiscales	1 584 753,7	331 411,6	650 129,2	995 533,5	1 377 023,8	367 094,6	23,2%	10,8%
Impôts sur revenus et bénéfices	470 203,3	106 612,4	215 588,6	335 517,0	457 052,1	109 261,4	23,2%	2,5%
Impôt sur la main d'œuvre	16 267,4	3 833,0	7 507,1	10 963,3	14 608,1	4 037,2	24,8%	5,3%
Taxes sur biens et services	812 844,0	170 174,6	328 516,7	500 753,3	701 193,9	193 777,8	23,8%	13,9%
Taxe sur le commerce et les transactions internationales	218 170,8	46 466,8	90 515,3	135 122,9	185 295,2	47 145,8	21,6%	1,5%
Autres recettes fiscales	2 229,4	1 969,5	3 376,6	5 875,5	8 583,2	294,7	13,2%	-85,0%
Recettes non fiscales	204 696,0	57 449,6	141 070,1	198 238,9	282 052,3	47 856,2	23,4%	-16,7%
Recettes en capital	0,000	95,853	129,086	286,351	304,702	0,000		-100,0%
Dons	311 456,1	42 360,3	66 391,5	223 703,6	315 958,8	63 051,6	20,2%	48,8%
Projets	237 685,4	42 360,3	64 632,5	107 023,5	156 280,5	45 849,7	19,3%	8,2%
Programmes	73 770,7	0,0	1 759,0	116 680,0	159 678,3	17 202,0	23,3%	



Le TOFE affiche un niveau de mobilisation des recettes totales et dons de 478,00 milliards de FCFA à fin mars 2021 contre un niveau de 431,32 milliards de FCFA à la même période en 2020, soit une progression de 10,8% (46,69 milliards de FCFA). Cette performance s'explique à la fois par la hausse des recettes propres de l'Etat de 25,99 milliards de FCFA que par celle des dons de 20,69 milliards de FCFA.

Les recettes propres ont connu une progression de 6,7% par rapport à fin mars 2020 pour s'établir à 414,95 milliards de FCFA. Cette performance est uniquement imputable à celle des recettes fiscales, les recettes non fiscales ayant baissé sur la période.

En effet, les recettes fiscales, au 31 mars 2021, se sont situées à 367,09 milliards de FCFA, en augmentation de 35,68 milliards de FCFA par rapport au niveau de fin mars 2020. Cette hausse est due essentiellement à l'augmentation des « taxes sur biens et services » de 23,60 milliards de FCFA, des « impôts sur revenus et bénéfices » de 2,65 milliards de FCFA et des « impôts sur la propriété » de 10,22 milliards de FCFA.

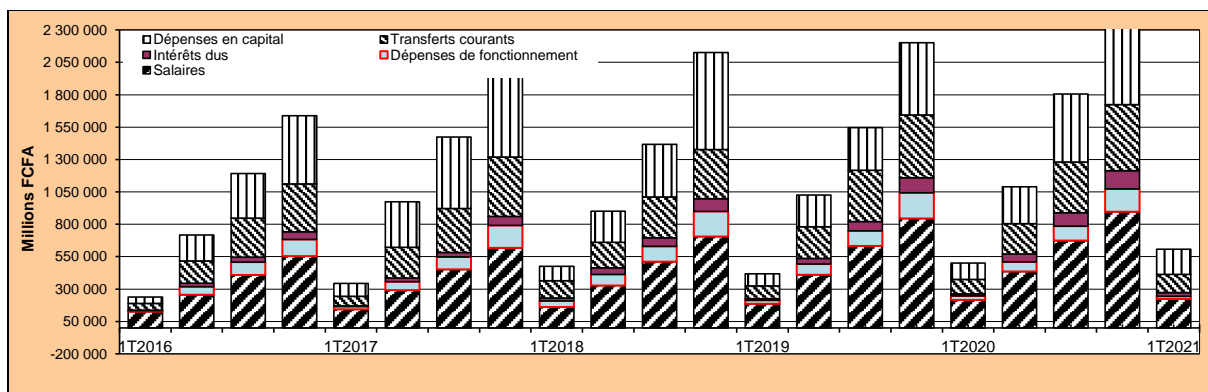
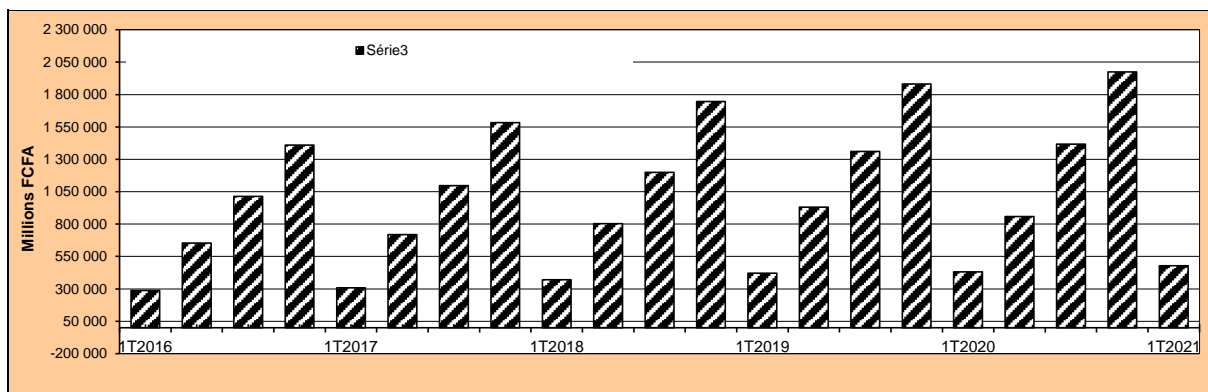
Les recettes non fiscales, qui incluent les recettes liées à l'acquisition des licences de téléphonie mobile, ont connu une diminution de 9,59 milliards de FCFA (-16,7%) pour se situer à 47,86 milliards de FCFA à fin mars 2021, après un niveau de 57,45 milliards de FCFA à la même période de 2020. Cette baisse résulte principalement de celle des « ventes non industrielles » (-7,71 milliards de FCFA).

En ce qui concerne les dons, la mobilisation est de 63,05 milliards de FCFA à fin mars 2021 contre une mobilisation de 42,36 milliards de FCFA à la même période de 2020.

Source : MINEFID / D.G.T.C.P

DÉPENSES ET PRETS NETS

DÉPENSES CUMULEES (En millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2021)	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2020	2020	2020	2020	2021		
		Réal.	Réal.	Réal.	Réal.	Est.		
Dépenses et prêts nets	2 643 649,5	500 467,7	1 093 594,9	1 808 006,7	2 499 952,7	607 371,4	23,0%	21,4%
Dépenses	2 653 718	500 411,3	1 089 821,3	1 805 347,2	2 504 304,5	608 190,7	22,9%	21,5%
Dépenses courantes	1 755 992	374 180,3	804 936,1	1 280 450,4	1 724 301,6	413 398,5	23,5%	10,5%
Salaires	950 000	215 442,2	435 398,6	674 676,6	897 208,1	223 171,7	23,5%	3,6%
Dépenses de fonctionnement	199 000	32 201,0	73 717,5	110 638,4	176 292,6	21 290,6	10,7%	-33,9%
Intérêts dus	175 544	15 313,4	62 144,6	104 290,1	140 576,7	28 525,3	16,2%	86,3%
Transferts courants	431 449	111 223,7	233 675,3	390 845,3	510 224,1	140 410,9	32,5%	26,2%
Dépenses en capital	897 726	126 231,0	284 885,2	524 896,7	780 002,9	194 792,2	21,7%	54,3%
financées sur ressources propres	532 150	65 746,4	167 582,1	279 558,2	432 917,7	82 553,1	15,5%	25,6%
Prêts nets	-10 069	56,4	3 773,6	2 659,5	-4 351,8	-819,3	8,1%	-1553,9%



Les dépenses totales et prêts nets, en se situant à 607,37 milliards de FCFA à fin mars 2021 contre 500,47 milliards de FCFA à la même période en 2020, enregistrent une hausse de 106,90 milliards de FCFA (+21,04%). Cette augmentation est imputable à celle des dépenses courantes (+39,22 milliards de FCFA) ainsi qu'à celle des dépenses en capital (+68,56 milliards de FCFA).

Les dépenses courantes ont été exécutées à hauteur de 413,40 milliards de FCFA à fin mars 2021, enregistrant un accroissement de 10,5% par rapport à fin mars 2020. Cette augmentation est la résultante, d'une part, des hausses des dépenses de personnel (+7,73 milliards de FCFA), des dépenses de transferts courants (+29,19 milliards de FCFA) et des paiements des charges de la dette (+13,21 milliards de FCFA) et, d'autre part, de la baisse des dépenses de fonctionnement (-10,91 milliards de FCFA).

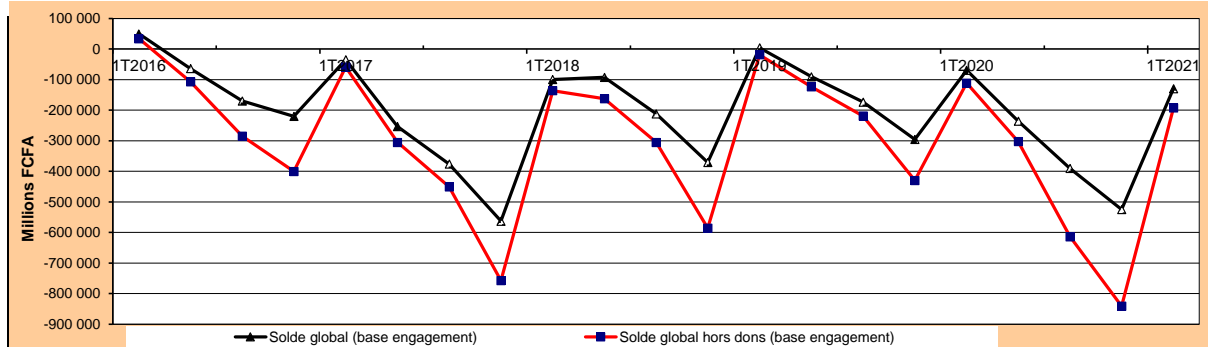
L'accroissement des dépenses de personnel (+3,6%) s'expliquerait essentiellement par l'incidence des rappels effectués au titre de la prise en charge des actes de promotions statutaires (avancements, bonifications, reclassements etc.), des actes relatifs à la mise à jour de la situation indemnitaire des agents.

Les dépenses en capital se sont établies à 194,79 milliards de FCFA à fin mars 2021 en accroissement de 68,56 milliards de FCFA (54,3%) par rapport à la même date en 2020. La hausse s'explique par celle de l'ensemble de ses sous composantes. Les dépenses d'investissement financées sur ressources propres ont progressé de 51,05 milliards de FCFA et celles des

Source : MINEFID / D.G.T.C.P

SOLDES ET FINANCEMENT

SOLDE GLOBAL (Cumulés, millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2021)	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2020	2020	2020	2020	2021		
		Réal.	Réal.	Réal.	Réal.	Est.		
Solde global (base engagement)	-542 743,7	-69 150,3	-235 875,0	-390 244,4	-524 613,0	-129 369,0	23,8%	87,1%
Solde global hors dons (base engagement)	-854 199,8	-111 510,6	-302 266,5	-613 947,9	-840 571,9	-192 420,6	22,5%	72,6%
Solde primaire de base	-333 080,1	-96 197,2	-240 121,9	-509 657,8	-699 995,1	-163 895,3	49,2%	70,4%
Solde de base	-508 623,7	-51 025,9	-185 851,2	-425 086,4	-555 180,0	-80 889,0	15,9%	58,5%
Solde global (base caisse)	-542 743,7	-99 034,7	-270 200,3	-447 767,9	-532 834,8	-214 676,0	39,6%	116,8%
Solde global hors dons (base caisse)	-854 199,8	-141 395,0	-336 591,9	-671 471,5	-848 793,6	-277 727,6	32,5%	96,4%

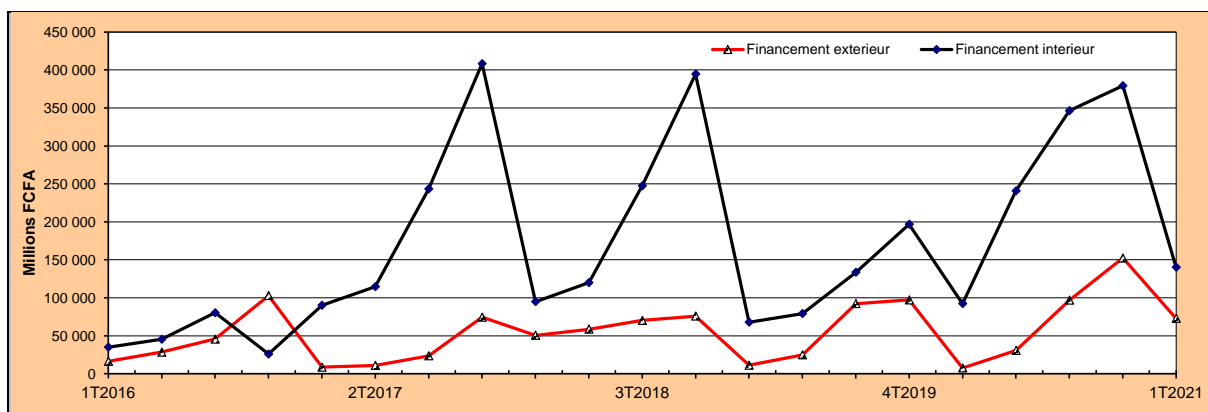


L'exécution des opérations financières de l'Etat, base engagement, est ressortie déficitaire de 120,37 milliards de FCFA au 31 mars 2021 contre un déficit de 69,15 milliards de FCFA à la même période de 2020, soit une aggravation de 60,22 milliards de FCFA.

Quant au déficit global (base caisse), il s'est creusé à 214,68 milliards de FCFA à fin mars 2021 contre 99,03 milliards de FCFA à fin mars 2020. Il a été couvert par un financement extérieur net de 72,77 milliards de FCFA et par un financement intérieur net de 140,12 milliards de FCFA.

Le financement intérieur net à fin mars 2021 s'est opéré d'une part, par trois (03) émissions de bons du Trésor d'un montant de 98,98 milliards de FCFA, de deux (02) émissions d'obligations du Trésor et d'un appel public à l'épargne d'un montant global de 226 milliards de FCFA. Les remboursements se sont élevés à 55,00 milliards de FCFA pour les bons du Trésor et 27,64 milliards de FCFA pour les obligations.

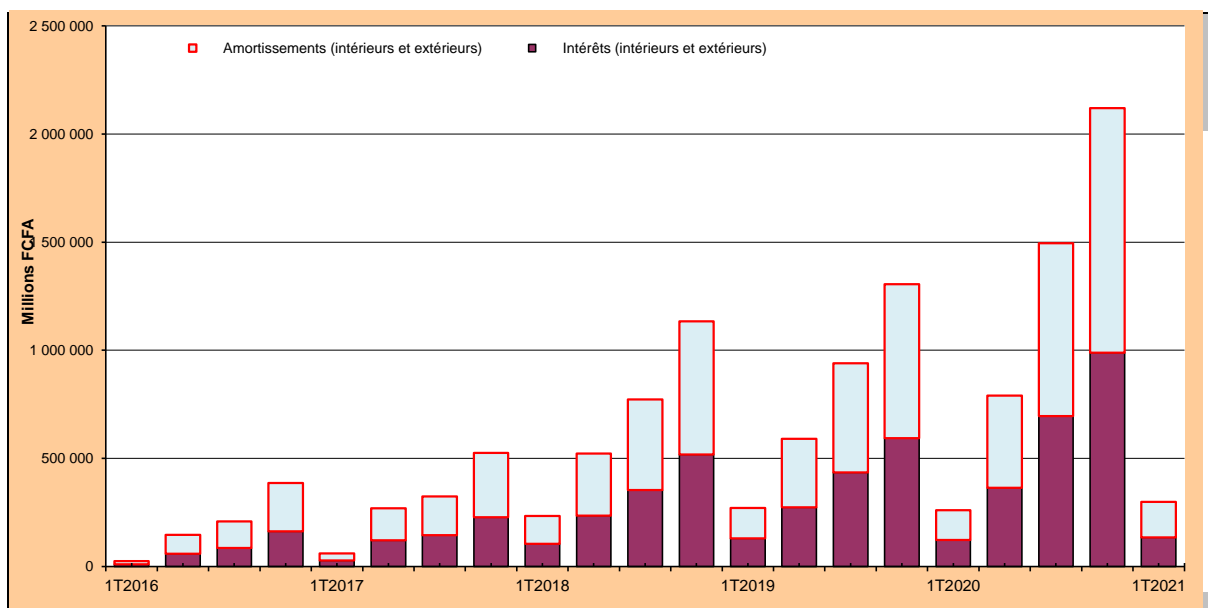
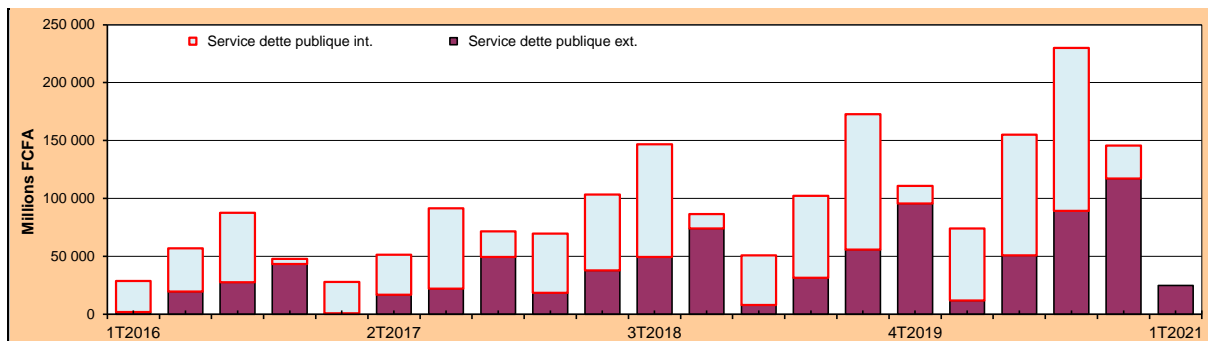
FINANCEMENT (Cumulés, millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2021)	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2020	2020	2020	2020	2021		
		Réal.	Réal.	Réal.	Réal.	Est.		
Financement	623 976,4	99 931,6	271 568,0	443 095,8	531 713,0	212 890,6	34,1%	113,0%
Financement extérieur	62 444,0	7 585,0	30 742,0	96 841,7	152 407,0	72 766,9	116,5%	859,3%
Décaissements extérieurs	163 495,0	18 124,3	63 012,0	138 504,8	213 774,1	83 392,8	51,0%	360,1%
Initiative PPTE (Allègements)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Amortissement de la dette extérieure	-101 051,0	-10 539,3	-32 270,0	-41 663,1	-61 367,2	-10 625,9	10,5%	0,8%
Ajustement taux de change	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Financement intérieur	561 532,4	92 346,5	240 826,0	346 254,1	379 306,0	140 123,8	25,0%	51,7%
Financement bancaire	603 278,1	9 435,7	10 512,9	89 575,4	77 382,4	105 161,3	17,4%	1014,5%
Secteur non bancaire	-41 745,7	82 910,8	230 313,1	256 678,7	301 923,6	34 962,5	-83,8%	-57,8%
Gap de financement	-81 232,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0%



Source : MINEFID / D.G.T.C.P

SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE

SERVICE CUMULE (En millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2021)	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2020	2020	2020	2020	2021		
		Réal.	Réal.	Réal.	Réal.	Est.		
Total service dette publique	925 062,2	138 184,7	426 286,9	799 789,3	1 129 753,4	163 770,0	17,7%	18,5%
Amortissements (int. et ext.)	749 519	122 871,3	364 142,3	695 499,2	989 176,7	135 244,7	18,0%	10,1%
Intérêts (intérieurs et extérieurs)	175 544	15 313,4	62 144,6	104 290,1	140 576,7	28 525,3	16,2%	86,3%
Service dette publique int.	788 491,9	124 170,7	382 635,4	743 178,9	1 044 840,4	149 389,4	18,9%	20,3%
Amortissements	648 468	112 332,0	331 872,3	653 836,1	927 809,5	124 618,7	19,2%	10,9%
Intérêts	140 024	11 838,7	50 763,1	89 342,8	117 030,9	24 770,7	17,7%	109,2%
Service dette publique ext.	136 570,3	14 013,9	43 651,5	56 610,4	84 913,0	14 380,6	10,5%	2,6%
Amortissements	101 051	10 539,3	32 270,0	41 663,1	61 367,2	10 625,9		0,8%
Intérêts	35 519	3 474,7	11 381,5	14 947,3	23 545,9	3 754,7	10,6%	8,1%
Service dette ext./recettes totales	7,6%	3,6%	5,5%	4,7%	5,1%	3,5%		-0,14 points

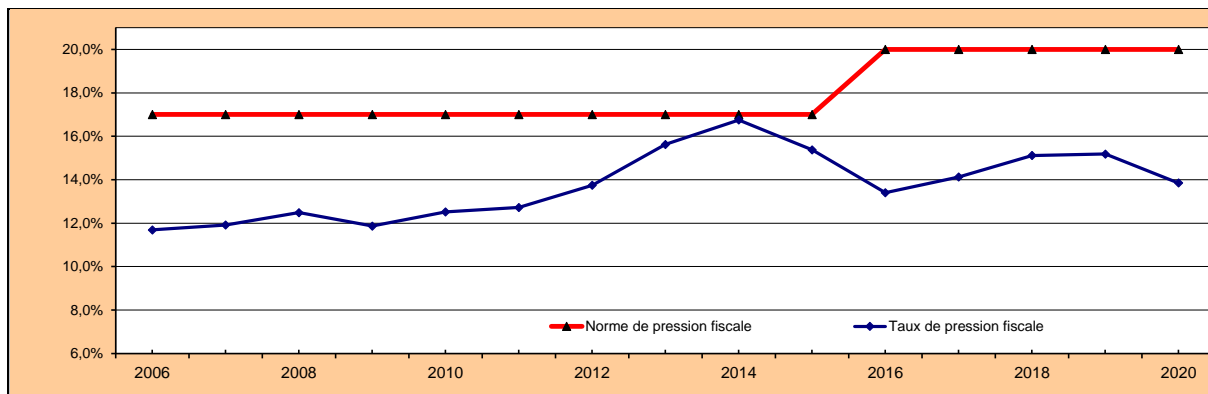


Le ratio "service de la dette extérieure/recettes totales", est évalué à 3,5% à fin mars 2021 contre 3,6% à fin mars de l'année dernière, marquant une baisse de 0,1 point de pourcentage.

Source : MINEFID / D.G.T.C.P

CONVERGENCE UEMOA

CRITERE DE 1er ET DE 2nd RANG	Normes		12 2016	12 2017	12 2018	12 2019	12 2020
			Real.	Real.	Real.	Est.	Est.
Critères de 1er rang							
Soldes budgétaires global / PIB nominal	≥	-3%	-3,6%	-6,3%	-4,2%	-3,4%	-4,9%
Taux d'inflation	≤	3%	0,4%	1,5%	1,9%	-3,2%	1,9%
Encours de la dette publique totale / PIB nominal	≤	70%	32,9%	33,8%	40,5%	50,7%	57,2%
Critères de 2nd rang							
Masse salariale / Recettes fiscales	≤	35%	51,6%	49,9%	52,1%	59,3%	65,2%
Taux de pression fiscale	≥	20%	14,1%	15,1%	15,2%	15,2%	13,8%



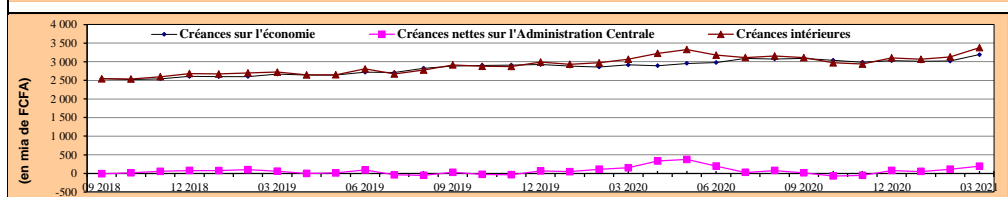
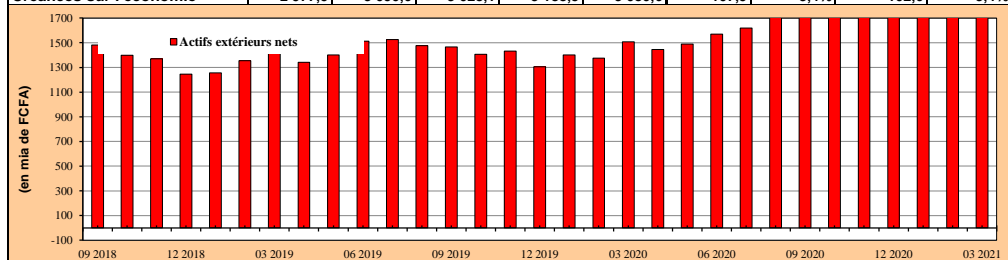
Source : MINEFID

Secteur monétaire

AGREGATS MONETAIRES

L'évolution de la situation monétaire du Burkina Faso au premier trimestre 2021 a été marquée par une progression de la masse monétaire (117,7 milliards de FCFA, soit +2,5%), en lien avec la hausse des Actifs Extérieurs Nets (AEN) de 342,9 milliards de FCFA (+17,3%), les créances intérieures ayant enregistré un repli (-164,1 milliards de FCFA, soit -4,9%). Au cours du trimestre, les passifs à caractère non monétaire se sont accrus de 21,1 milliards de FCFA (+2,5%).

AGREGATS MONETAIRES En mia de Francs CFA (situation en fin de trimestre)	1. Trim. 2020	2. Trim. 2020	3. Trim. 2020	4. Trim. 2020	1. Trim. 2021	Variation				
						Niv trim T-1	% trim T-1	Niv an-1	% an-1	
Est.										
Circulation fiduciaire	654,8	661,9	626,6	697,7	681,4	-16,3	-2,3%	26,6	4,1%	
Dépôts transférables	1 887,5	2 123,6	2 047,1	2 300,5	2 453,5	153,1	6,7%	566,0	30,0%	
BCEAO	0,4	3,0	0,8	2,9	0,5	-2,4	-83,3%	0,1	36,1%	
Banques	195,7	738,6	195,7	1 037,2	195,7	-841,5	-81,1%	0,0	0,0%	
CCP et CNE	261,4	269,4	272,1	289,7	301,6	11,9	4,1%	40,2	15,4%	
M1	2 542,3	2 785,4	2 673,7	2 998,2	3 134,9	136,8	4,6%	592,6	23,3%	
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire (1)	1 720,5	1 715,6	1 701,9	1 781,0	1 762,0	-19,0	-1,1%	41,5	2,4%	
AID BCEAO	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,0	0,0%	0,0	0,0%	
AID Banques	1 720,2	1 715,2	1 701,5	1 780,7	1 761,7	-19,0	-1,1%	41,5	2,4%	
Masse monétaire (M2)	4 262,8	4 501,0	4 375,5	4 779,2	4 897,0	117,7	2,5%	634,1	14,9%	
Actifs extérieurs nets	1 571,0	1 962,8	1 859,2	1 983,7	2 326,6	342,9	17,3%	755,6	48,1%	
AEN BCEAO	324,5	301,8	181,0	205,5	539,5	334,1	162,6%	215,1	66,3%	
AEN Banques	1 246,5	1 661,0	1 678,2	1 778,2	1 787,1	8,9	0,5%	540,6	43,4%	
Créances intérieures	3 178,5	3 109,4	3 107,4	3 380,8	3 216,7	-164,1	-4,9%	38,2	1,2%	
Créances nettes sur l'Admin	200,6	18,7	79,2	192,4	136,2	-56,2	-29,2%	-64,4	-32,1%	
CI BCEAO	-219,1	-261,5	-114,6	21,4	-175,9	-197,3	-920,1%	43,2	-19,7%	
CI Banques	419,7	280,2	193,8	170,9	312,0	141,1	82,6%	-107,6	-25,6%	
Créances sur l'économie	2 977,9	3 090,6	3 028,1	3 188,5	3 080,6	-107,9	-3,4%	102,6	3,4%	



Sources : B.C.E.A.O.

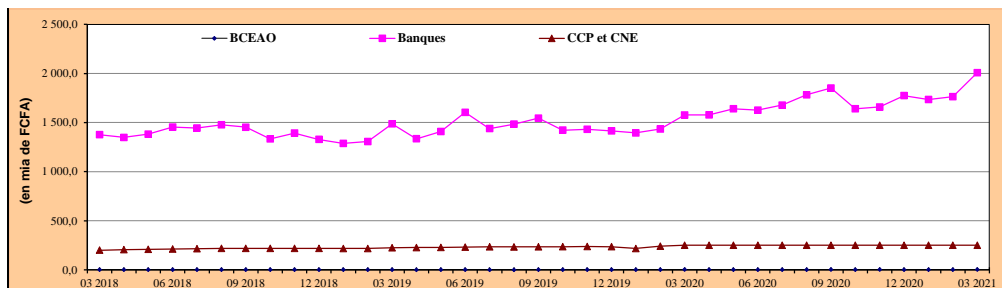
Actifs extérieurs nets

Les AEN des institutions monétaires sont ressortis à 2 326,6 milliards de FCFA à fin mars 2021, en hausse de 17,3% par rapport à fin décembre 2020. Cette progression est imprimée principalement par les AEN de la Banque Centrale qui ont connu un accroissement de 334,1 milliards de FCFA (+162,6%), ceux des Autres Institutions de Dépôts (AID) ayant enregistré un léger accroissement (+8,9 milliards de FCFA (+0,5%).

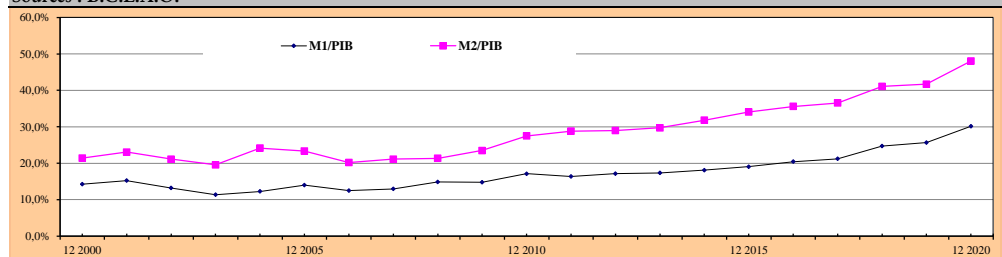
L'accroissement des AEN de la Banque Centrale au cours du trimestre est la résultante de la baisse de ses engagements extérieurs sous forme notamment des Autres comptes à payer (-312,1 milliards de FCFA, soit -97,7%) et de la hausse de ses créances sur les non-résidents (+35,1 milliards de FCFA, soit +3,6%).

S'agissant de l'accroissement des AEN des AID, il est dû à un plus important accroissement de leurs créances extérieures par rapport à celui de leurs engagements extérieurs. En effet leurs créances extérieures brutes ont enregistré une augmentation de 15,8 milliards de FCFA (+0,8%), imprimée principalement par leurs encours de titres publics détenus sur les autres Etats de l'Union (+110,5 milliards de FCFA, soit +8,2%) et atténuée par la contraction des crédits octroyés aux non-résidents (-90,7 milliards de FCFA, soit -15,5%). En ce qui concerne les engagements extérieurs des banques, ils ont enregistré une progression de 7,0 milliards de FCFA, soit +2,2%, imprimée notamment par les crédits reçus des institutions étrangères (+13,5 milliards de FCFA, soit +11,7%), en dépit de la baisse des dépôts de la clientèle non-résidente (-5,7 milliards de FCFA, soit +2,9%).

En variation annuelle, les AEN des institutions monétaires ont connu un accroissement de 755,6 milliards de FCFA (+48,1%), imprimé aussi bien par les AEN des AID (+540,6 milliards de FCFA, soit +43,4%), que par ceux la BCEAO (+215,1 milliards de FCFA, soit +66,3%).



Sources : B.C.E.A.O.



Sources : B.C.E.A.O.

Créances intérieures

Les créances intérieures se sont établies à 3 216,7 milliards de FCFA à fin mars 2021 contre 3 380,8 milliards de FCFA à fin décembre 2020, soit une contraction de 4,9%, imputable à une diminution des créances sur l'économie de 3,4% ainsi que des Créances Nettes sur l'Administration Centrale (CN-AC) de 29,2%.

En effet, **les créances du système bancaire sur l'économie** se sont situées à 3 080,6 milliards de FCFA à fin mars 2021, en baisse de 107,9 milliards de FCFA (-3,4%) par rapport à leur niveau de fin décembre 2020. Cette contraction en variation trimestrielle est imputable notamment aux crédits bancaires octroyés aux sociétés non-financières privées (-148,5 milliards de FCFA, soit -9,4%), en dépit de la hausse des crédits aux ménages et ISBLSM (+29,0 milliards de FCFA, soit +2,2%), au secteur financier non-bancaire (+7,5 milliards de FCFA, soit +68,2%) et aux sociétés non-financières publiques (+4,2 milliards de FCFA, soit +1,8%). En rappel, au cours du premier trimestre 2020, les créances sur l'économie avaient enregistré une hausse de 2,1%, après des accroissements de 1,9% et 4,3%, respectivement au même trimestre de 2019 et 2018.

Par rapport à fin mars 2020, les crédits à l'économie ont enregistré une hausse de 102,6 milliards de FCFA (+3,4%), dont +103,0 milliards de FCFA de crédits bancaires et +2,7 milliards de FCFA de titres autres qu'actions, l'encours des actions et autres participations étant en baisse (-3,1 milliards).

En se situant à 136,2 milliards à fin mars 2021, les créances nettes du système bancaire sur l'Administration Centrale ont enregistré un resserrement de 56,2 milliards de FCFA en variation trimestrielle, en lien notamment avec la baisse des créances nettes de la BCEAO sur l'Administration Centrale (-197,3 milliards), atténuée par la hausse de celles des banques commerciales (+141,1 milliards).

En ce qui concerne la baisse des créances nettes de la BCEAO sur l'Administration Centrale, elle est imputable notamment à la hausse de ses engagements (+197,3 milliards de FCFA) constitués principalement des dépôts de l'Etat.

Masse monétaire et ses composantes

En lien avec l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire a enregistré une progression de 117,7 milliards de FCFA (+2,5%), reflétée par l'augmentation des dépôts transférables (+153,1 milliards de FCFA, soit +6,7%) et atténuée par une diminution de la circulation fiduciaire (-16,3 milliards de FCFA, soit -2,3%) et des autres dépôts inclus dans la masse monétaire (-19,0 milliards de FCFA, soit -1,1%).

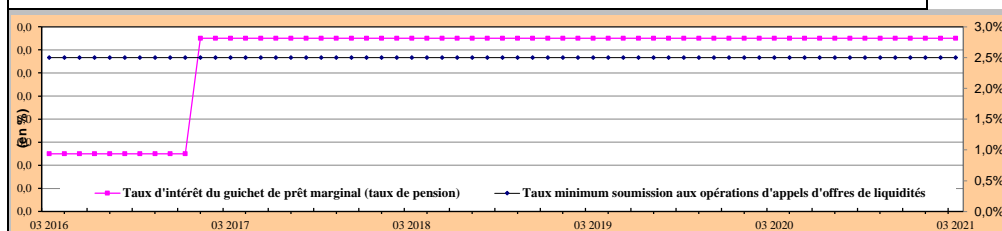
En glissement annuel, la masse monétaire s'est inscrite en hausse de 634,1 milliards de FCFA (+14,9%), retracée dans l'ensemble de ses composantes, notamment les dépôts transférables (+566,0 milliards de FCFA, soit +2,2%), les autres dépôts inclus dans la masse monétaire (+41,5 milliards de FCFA, soit +2,4%) et la circulation fiduciaire (+26,6 milliards de FCFA, soit +4,1%).

AGREGATS MONETAIRES	déc.16	déc.17	déc.18	déc.19	déc.20
M1/PIB	21,2%	24,7%	25,7%	26,5%	30,2%
M2/PIB	36,6%	41,1%	41,7%	43,3%	48,1%

Sources : B.C.E.A.O.

TAUX D'INTERET

TAUX D'INTERET	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Variation	
	2020	2020	2020	2020	2021	Trim T-1 (%)	An-1 (%)
Montant des dépôts (en milliards de FCFA)	182,5	182,5	182,5	182,5	182,5	0,0%	0,0%
Taux minimum soumission aux opérations d'appels d'offres de liquidités	2,5%	2,5%	2,5%	2,5%	2,5%	0,0%	0,0%
Taux d'intérêt du guichet de prêt marginal (taux de pension)	4,5%	4,5%	4,5%	4,5%	4,5%	0,0%	0,0%
Taux débiteur maximum des banques	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0	0,0%	0,0%
Taux de base minimum des établissements financiers	11,5	11,5	11,5	11,5	11,5	0,0%	0,0%
Taux de base maximum des établissements financiers	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0	0,0%	0,0%
Taux débiteur minimum des établissements financiers	12,0	12,0	12,0	12,0	12,0	0,0%	0,0%
Taux débiteur maximum des établissements financiers	24,0	24,0	24,0	24,0	24,0	0,0%	0,0%
Taux créditeur plancher pour petits épargnants (<5 mio Francs)	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	0,0%	0,0%
Taux d'usure au niveau des banques	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0	0,0%	0,0%
Taux d'usure au niveau des établissements financiers	24,0	24,0	24,0	24,0	24,0	0,0%	0,0%



Sources : B.C.E.A.O.

Taux d'intérêt

Au cours du premier trimestre 2021, les taux directeurs de la BCEAO n'ont pas enregistré de modification. En effet, le taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations d'appels d'offres d'injection de liquidités est resté à 2,00%, taux en vigueur depuis le 24 juin 2020 (un taux 2,50% était en vigueur du 16 septembre 2013 au 23 juin 2020). De même, le taux d'intérêt du guichet de prêt marginal (taux de pension) est demeuré à 4,00%, niveau en vigueur depuis le 24 juin 2020 (un taux 4,50% était en vigueur du 16 décembre 2016 au 23 juin 2020).

S'agissant des conditions de banque, sur la base des informations issues de l'enquête mensuelle effectuée régulièrement par la BCEAO, le volume des nouveaux crédits octroyés au premier trimestre 2021 par les banques de la place s'élève à 525,8 milliards de FCFA contre 460,7 milliards au premier trimestre 2020, enregistrant ainsi une progression de 65,0 milliards de FCFA (+14,1%). Le taux moyen appliqué aux crédits au cours de la période sous revue s'est établi à 7,1619% contre 6,4803% à la même période en 2020, soit une hausse de 0,68 point de pourcentage sur un an.

Le volume des dépôts collectés par le système bancaire au cours des trois premiers mois de l'année 2021 s'est établi à 268,2 milliards de FCFA, contre un montant de 785,1 milliards de FCFA collectés au premier trimestre 2020, soit une contraction de 65,8%. Le taux de rémunération moyen de ces dépôts est ressorti à 5,7568% contre 5,2004% au premier trimestre 2020, soit un rehaussement de 0,56 point de pourcentage.

Définitions et abréviations

BCEAO :	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
DGEP :	Direction Générale de l'Economie et de la Planification
DGESS :	Direction Générale des Etudes et des Statistiques Sectorielles
DGTCP :	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
ENEC :	Enquête Nationale sur les Effectifs du Cheptel
Est. :	Estimation
IHPC :	Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
INSD :	Institut National de la Statistique et de la Démographie
MAAH :	Ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydrauliques
MINEFID :	Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement
MRAH :	Ministère des Ressources Animales et Halieutiques
Prov. :	Données provisoires
SONAGESS :	SOciété NATIONALE de GEstion du Stock de Sécurité alimentaire
TOFE :	Tableau des Opérations Financières de l'Etat
UEMOA :	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

Elevage :

On entend de certains termes les définitions suivantes :

- taureau : bovin mâle de plus de trois ans,
- bélier : ovin mâle entier de plus de 15 mois ; ayant au moins 2 dents adultes,
- bouc : caprin mâle de plus de 15 mois ; ayant au moins 2 dents adultes.

Les marchés de référence sont :

- marché de production : Béna (province des Banwas, région de la Boucle du Mouhoun), To et Yilou
- marché d'exportation : Pouytenga (province du Kouritenga, région du Centre – Est), Fada N'Gourma et Bobo Colma.

Les données sur les prix des animaux sont collectées tous les jours de marché par des enquêteurs du dispositif du système d'information sur les marchés à bétail (SIM bétail).

Les effectifs du cheptel sont les résultats de deux enquêtes nationales réalisées respectivement en 1990 et en 2003 et

Monnaie :

Les disponibilités monétaires (M1), correspondent à une notion étroite de la monnaie. Elles comprennent la monnaie fiduciaire qui est composée des billets et pièces émis par l'agence nationale de la BCEAO pour le Burkina Faso, desquels on déduit les encaisses du Trésor et des banques, et la monnaie scripturale qui correspond aux soldes créditeurs des comptes de dépôts à vue en francs CFA ouverts au nom des particuliers et entreprises dans les banques, à la BCEAO et auprès des centres de chèques postaux. La monnaie au sens large (M2) comprend en plus de M1, les avoirs sous forme de bons de caisse, comptes à terme et autres comptes d'épargne gérés par les banques pour le compte des agents économiques.

Le ratio M1/PIB exprime le taux de liquidité de l'économie, tandis que le ratio M2/PIB, est appelé "profondeur financière". En effet, la qualité de l'intermédiation financière et les écarts entre les agents à capacité de financement et ceux à besoin de financement peuvent être appréhendés par un indicateur comme M2/PIB. Il évolue souvent dans le même sens que le taux de liquidité mais à un niveau plus élevé.

Commerce extérieur:

L'indice des termes de l'échange (ITE) est l'indice Paasches des prix à l'exportation (IPPE) rapporté à l'indice Paasches des prix à l'importation (IPPI). Si $ITE < 100$ on dit qu'il y a détérioration des termes de l'échange: ce qui signifie qu'il faudra exporter plus pour pouvoir payer une même quantité de produits étrangers achetés auparavant. Si $ITE > 100$ on dit qu'il y a amélioration des termes de l'échange : c'est à dire qu'une même quantité de produits nationaux permet maintenant d'acquérir une quantité plus importante de produits étrangers.

L'indice de gain à l'exportation (IGE) est égal à l'indice des termes de l'échange (ITE) rapporté à l'indice Laspeyres de volume

Soldes d'opinions:

Les soldes d'opinions sont des indicateurs de perception des chefs d'entreprises, obtenus en faisant la différence entre la proportion de répondants ayant exprimé une opinion positive (hausse) et la proportion de répondants ayant exprimé une

Moyenne quinquennale:

Pour les comparaisons aux trimestres des cinq dernières années, la moyenne quinquennale d'un trimestre i est obtenue en calculant la moyenne des cinq trimestres i des années considérées. Ainsi pour une année n , le taux de croissance du trimestre i par rapport aux cinq dernières années s'obtient par la formule:

où $X_{n,i}$ représente la valeur de X au trimestre i de l'année n .

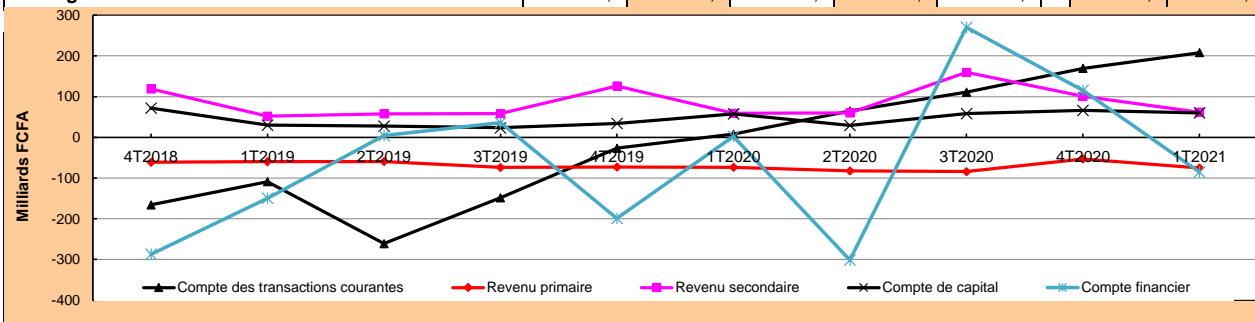
$$\frac{\sum_{k=1}^5 X_{n-k,i}}{X_{n,i}}$$

Secteur extérieur

BALANCE DES PAIEMENTS

Au premier trimestre de l'année 2021, les transactions du Burkina Faso avec l'extérieur se sont traduites par un solde global excédentaire de 349,9 milliards, après un excédent de 124,5 milliards au dernier trimestre de 2020 et un excédent de 62,4 milliards une année plus tôt. L'amélioration du solde global en variation trimestrielle (+225,4 milliards) est attribuable principalement au compte financier et à celui des biens.

Balance des paiements (En mia de Francs CFA)	1. Trim. 2020	2. Trim. 2020	3. Trim. 2020	4. Trim. 2020	1. Trim. 2021	Glissement	
						trimestriel	annuel
Compte des transactions courantes	8,0	64,6	110,8	169,4	207,9	0,2	0,9
Biens et services	22,0	87,2	35,5	121,9	221,3	0,8	5,2
Biens	154,0	214,2	167,1	253,2	347,4	0,4	1,1
Services	-132,0	-127,0	-131,7	-131,3	-126,2	0,0	0,0
Revenu primaire	-73,4	-82,5	-84,2	-52,9	-75,1	0,4	-0,1
– Intérêt sur dette publique	-6,8	-16,5	-12,7	-18,9	-11,5	-0,4	-0,1
Revenu secondaire	59,4	60,0	159,6	100,4	61,8	-0,4	-0,6
Administrations publiques	23,9	29,5	128,7	57,3	25,7	-0,6	-0,8
Autres secteurs	35,4	30,5	30,9	43,2	36,1	-0,2	0,2
– Envois de fonds des travailleurs	36,6	44,0	45,5	17,0	36,9	1,2	-0,2
Compte de capital	57,6	29,3	58,3	66,4	60,0	-0,1	0,0
Transferts de capital	57,6	29,3	58,2	66,3	59,9	-0,1	0,0
Administration publique	44,1	16,5	45,5	50,2	45,8	-0,1	0,0
Autre secteurs	13,5	12,7	12,7	16,1	14,0	-0,1	0,1
Capacité (+) / besoin (-) de financement (solde des comp)	65,6	94,0	169,1	235,8	267,9	0,1	0,6
Compte financier	1,9	-301,3	269,8	115,1	-85,3	-1,7	-1,3
Investissement direct	-5,0	-3,2	-14,5	-8,4	-14,8	0,8	0,0
Titres de participation	-15,8	-9,8	-20,3	-14,5	-25,1	0,7	0,2
Instruments de dettes	10,8	6,6	5,8	6,1	10,4	0,7	0,8
Investissements de portefeuille	-48,7	-50,9	-58,6	-67,6	-15,4	-0,8	-0,7
Titres de participation	-6,4	-5,0	-4,6	-5,7	0,0	-1,0	-1,0
Titres de créances (Bons et obligation du Trésor)	-42,3	-45,9	-53,9	-61,9	-15,4	-0,8	-0,7
Autres investissements	55,6	-247,2	342,8	191,1	-55,1	-1,3	-1,2
Administrations publiques	-65,3	-79,9	0,1	-45,5	0,0	-1,0	-1,0
Solde global	62,4	391,8	-103,6	124,5	349,9	1,8	-4,4



Le compte des transactions courantes

Le solde du compte des transactions courantes est ressorti excédentaire de 207,9 milliards au premier trimestre 2021 après un excédent de 169,4 milliards au quatrième trimestre de 2020, soit une amélioration de 38,5 milliards (+22,7%). Cette évolution favorable est imputable à l'amélioration du compte des biens et services.

Par rapport au premier trimestre de l'année 2020 où il avait été observé un excédent du compte courant de 7,9 milliards, le trimestre sous revue a enregistré une amélioration de 200,0 milliards, imprimée notamment par le compte des biens et, dans une moindre mesure, par celui du revenu secondaire.

La balance des biens s'est améliorée de 94,2 milliards en variation trimestrielle, en passant d'un excédent de 253,2 milliards au quatrième trimestre de 2020 à un excédent de 347,4 milliards au premier trimestre de 2021. Cette évolution résulte d'une progression des exportations (+29,5 milliards, soit +8,8%) conjuguée à une baisse importante des importations (-64,7 milliards, soit -12,4%).

La progression en variation trimestrielle des **exportations** a été portée principalement par le coton (+84,5 milliards, soit +379,1%), la noix de cajou (+11,8 milliards, soit +318,0%) et le zinc (+3,1 milliards, soit +16,8%). Parallèlement, il est observé un repli notable des exportations de l'or non monétaire (-91,9 milliards, -15,3%).

Quant à la baisse de la valeur des importations, elle est imprimée notamment par le riz (-13,8 milliards, soit -62,1%) et les produits pétroliers (-10,7 milliards, soit -9,7%). Parallèlement, des augmentations notables ont été enregistrées dans les importations de matériels électriques (+5,2 milliards, soit +133,4%), d'engrais chimiques (+3,2 milliards, soit +80,7%), d'appareils de télécommunication (+2,5 milliards, +55,9%) et du gaz butane (+2,4 milliards, soit +21,2%).

En variation annuelle, le solde commercial s'est amélioré de 193,4 milliards au premier trimestre 2021, en lien avec la progression des exportations (+167,9 milliards, soit +26,3%), accentuée par le repli des importations (-25,5 milliards, soit -5,3%).

Le taux de couverture des importations par les exportations est ressorti à 175,8% au premier trimestre 2021 contre 148,4% un

trimestre plus tôt et 131,8% au premier trimestre de 2020.

Le déficit structurel de **la balance des services** s'est légèrement réduit en passant d'un niveau de -131,3 milliards au quatrième trimestre 2020 à -126,1 milliards au premier trimestre 2021. Cette atténuation s'explique principalement par la repli du compte des services de transport de 4,0 milliards en liaison avec la baisse des importations de marchandises. En glissement annuel, le déficit de la balance des services s'est réduit de 5,8 milliards.

Le compte du revenu primaire s'est soldé par des paiements nets de ressources aux non-résidents de 75,1 milliards au premier trimestre 2021, après des sorties nettes de 52,9 milliards au trimestre précédent, soit une dégradation de 22,1 milliards, imprimée par la hausse des paiements au titre des revenus des investissements de 20,8 milliards malgré la baisse des paiements d'intérêts au titre de la dette extérieure publique de 7,3 milliards.

En variation annuelle, le solde du compte du revenu primaire s'est dégradé de 1,7 milliard en lien notamment avec l'accroissement du déficit des revenus des investissements.

L'excédent du **compte du revenu secondaire** s'est replié de 38,7 milliards en ressortant à 61,8 milliards au trimestre sous revue, après un niveau de 100,4 milliards au quatrième trimestre de 2020. Cette évolution s'explique principalement par la baisse des dons programmes au profit de l'Administration publique (-31,6 milliards).

En variation annuelle, le solde du compte du revenu secondaire s'est accru de 2,4 milliards, en raison de la hausse des dons programmes (+17,8 milliards), contrebalancée par le repli de l'aide alimentaire et de secours d'urgence

Le compte de capital s'est soldé par un excédent de 60,0 milliards, après une réalisation de 66,4 milliards au quatrième trimestre 2020, soit un repli de 6,4 milliards, principalement sous l'effet de la baisse des transferts en capital au profit de l'Administration publique (-4,4 milliards) et des transferts de capitaux vers les autres secteurs (-2,1 milliards).

De l'évolution des comptes des transactions courantes et du compte de capital, il résulte **une capacité de financement de l'économie** d'un montant de 267,9 milliards contre une capacité de financement de 235,8 milliards au trimestre précédent. Au premier trimestre 2020, une capacité de financement de 65,6 milliards avait été enregistrée.

Le compte financier a enregistré des entrées nettes de capitaux 85,3 milliards, après des sorties nettes de 115,1 milliards au quatrième trimestre 2020. Ces entrées sont constituées d'entrées de ressources au titre des investissements directs étrangers (IDE) de 14,8 milliards, des investissements de portefeuille de 15,4 milliards et des autres investissements de 55,1 milliards.

Au cours de la période sous revue, les entrées nettes de capitaux ont augmenté de 6,4 milliards tandis que les entrées nettes de capitaux au titre des investissements de portefeuille ont baissé de 52,2 milliards.

En variation annuelle, le solde du compte financier s'est amélioré de 87,2 milliards par rapport au premier trimestre 2020.

Evolution de la Position Extérieure Globale (PEG) du Burkina Faso

A fin mars 2021, la PEG du Burkina Faso est ressortie débitrice de 1.408,1 milliards, après des positions nettes débitrices de 2.478,8 milliards et 1.712,6 milliards, respectivement à fin mars 2020 et fin décembre 2020. Cette atténuation en variation trimestrielle de la position débitrice de 232,5 milliards est consécutive à une hausse du stock d'actifs financiers (+138,5 milliards) et une baisse du

Sources : B.C.E.A.O.

COMMERCE EXTERIEUR

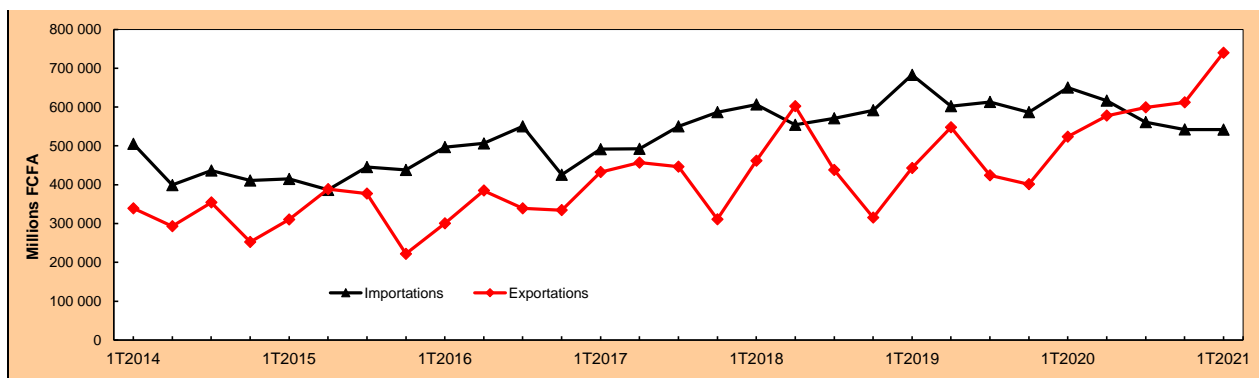
IMPORTATIONS EN VALEURS (En moi de Francs CFA)	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Glissement	
	2020	2020	2020	2020	2021	trimestriel	annuel
TOTAL	616 404,5	560 921,9	542 411,0	645 467,7	541 902,3	-16,0%	-12,1%
dont:							
Animaux vivants et produits du règne animal	6 693,0	7 049,1	6 904,9	7 254,2	6 791,5	-6,4%	1,5%
Produits du règne végétal	29 870,5	27 010,5	26 603,9	38 159,3	23 802,1	-37,6%	-20,3%
Graisses et huiles animales ou végétales	3 500,5	5 293,4	2 466,6	3 504,8	2 145,0	-38,8%	-38,7%
Produits des industries alimentaires ; boissons, alcools	21 754,8	29 707,8	25 734,8	40 179,3	28 576,8	-28,9%	31,4%
Produits minéraux	212 590,7	161 719,7	168 964,7	203 256,9	160 718,6	-20,9%	-24,4%
Produits des indust. chimiq. ou des indust. connexes	80 116,4	82 327,6	67 954,9	79 664,9	74 948,8	-5,9%	-6,5%
Mat. plastiq. et ouvrages en ces matières ; caoutchouc	20 268,2	21 293,2	20 154,0	25 012,3	20 892,7	-16,5%	3,1%
Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières	525,4	600,9	949,7	538,7	692,5	28,6%	31,8%
Bois, charbon de bois et ouvrages en bois ; liège	1 046,0	1 370,5	1 301,5	1 449,1	1 488,6	2,7%	42,3%
Pâte de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques	6 533,2	7 211,6	8 364,9	8 215,2	8 655,0	5,4%	32,5%
Matières textiles et ouvrages en ces matières	9 512,1	13 059,6	13 537,4	13 548,6	11 820,4	-12,8%	24,3%
Chaussures, coiffures, parapl., parasols, cannes, fouets	1 767,3	754,1	1 311,2	1 462,3	1 552,9	6,2%	-12,1%
Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica...	6 160,3	6 542,9	6 304,0	6 694,1	7 577,4	13,2%	23,0%
Perles fines/de cult., pierres gemmes, mét. précé.	21,3	40,8	105,4	82,0	98,1	19,7%	361,0%
Métaux communs et ouvrages en ces métaux	34 776,1	37 981,4	38 461,2	39 998,7	35 725,9	-10,7%	2,7%
Machines et appareils, mat. électrique et leurs parties	118 822,3	92 751,2	89 676,4	105 540,8	94 854,7	-10,1%	-20,2%
Matériel de transport	50 819,6	47 027,3	48 180,2	52 620,1	48 775,1	-7,3%	-4,0%
Instruments et appareils d'optique, de photographie...	6 330,8	13 784,0	9 955,0	10 409,9	7 338,6	-29,5%	15,9%
Armes, munitions et leurs parties et accessoires	707,0	396,2	771,7	149,5	471,7	215,6%	-33,3%

En glissement trimestriel, les importations ont enregistré une baisse de 16,0% portant le niveau des importations de 645,5 milliards de FCFA au quatrième trimestre 2020 à 541,9 milliards de FCFA au premier trimestre 2021. Cette évolution s'explique principalement par la baisse des produits du règne végétal (-14,4 milliards), des Produits des industries alimentaires, boissons et alcools (-11,6 milliards) des produits minéraux (-42,5 milliards), des machines et appareils, mat. électrique et leurs parties (-10,7 milliards) ;

Comparativement au même trimestre de 2020, un repli de 12,1% des importations a été observée. Cette baisse est imputable principalement à la baisse des "Machines et appareils, mat. électrique et leurs parties" (-20,2%) et des produits minéraux (-24,4%).

Source : MINEFID / INSD

EXPORTATIONS EN VALEURS (En moi de Francs CFA)	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Glissement	
	2020	2020	2020	2020	2021	trimestriel	annuel
TOTAL	577 743,7	599 011,3	612 318,1	718 058,3	739 707,2	3,0%	28,0%
dont :							
Animaux vivants et produits du règne animal	107,9	112,9	166,2	183,9	119,3	-35,1%	10,6%
Produits du règne végétal	51 246,2	40 112,6	21 058,6	27 823,6	42 790,4	53,8%	-16,5%
dont arachides, sésame et autres graines et fruits oléagineux	33 545,9	9 428,3	2 839,6	21 180,9	21 180,9	0,0%	-36,9%
Graisses et huiles animales ou végétales	6 298,6	5 349,1	4 805,9	4 295,4	5 078,0	18,2%	-19,4%
Produits des industries alimentaires ; boissons, alcools	3 257,3	2 584,7	1 271,6	2 080,0	7 200,1	246,2%	121,0%
Produits minéraux	17 642,9	17 780,8	21 833,9	21 476,7	27 059,5	26,0%	53,4%
Produits des indust. chimiq. ou des indust. connexes	1 484,9	1 399,3	2 999,8	2 085,5	1 835,3	-12,0%	23,6%
Mat. plastiq. et ouvrages en ces matières ; caoutchouc	194,6	206,6	208,5	200,3	217,6	8,6%	11,8%
Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières	23,1	1,4	1,2	1,1	1,1	0,0%	-95,3%
Bois, charbon de bois et ouvrages en bois ; liège	10,1	9,3	7,3	93,7	23,5	-75,0%	132,1%
Pâte de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques	1,4	86,2	38,8	50,7	50,6	-0,2%	3446,7%
Matières textiles et ouvrages en ces matières	86 129,2	37 910,4	6 773,7	23 071,4	107 721,3	366,9%	25,1%
dont coton fibre	85 669,6	37 454,9	6 584,9	22 844,1	22 844,1	0,0%	-73,3%
Chaussures, coiffures, parapl., parasols, cannes, fouets	1,8	0,5	9,2	21,1	29,8	41,7%	1535,1%
Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica	7,5	7,7	9,5	12,5	12,9	2,6%	71,2%
Perles fines/de culture, pierres gemmes, mét. précieux	400 230,5	482 632,9	544 795,7	626 933,7	534 877,7	-14,7%	33,6%
dont or	399 511,6	481 870,3	543 678,8	625 700,7	625 700,7	0,0%	56,6%
Métaux communs et ouvrages en ces métaux	3 031,7	3 159,6	2 270,3	2 511,9	2 678,4	6,6%	-11,7%
Machines et appareils, mat. électrique et leurs parties	5 398,5	4 855,0	3 520,7	5 189,3	4 392,8	-15,3%	-18,6%
Matériel de transport	2 038,5	2 431,0	2 104,2	1 546,2	4 982,3	222,2%	144,4%
Instruments et appareils d'optique, de photographie	308,7	66,2	141,5	100,7	235,1	133,6%	-23,8%
Marchandises et produits divers	210,7	281,9	282,2	319,8	350,6	9,6%	66,4%

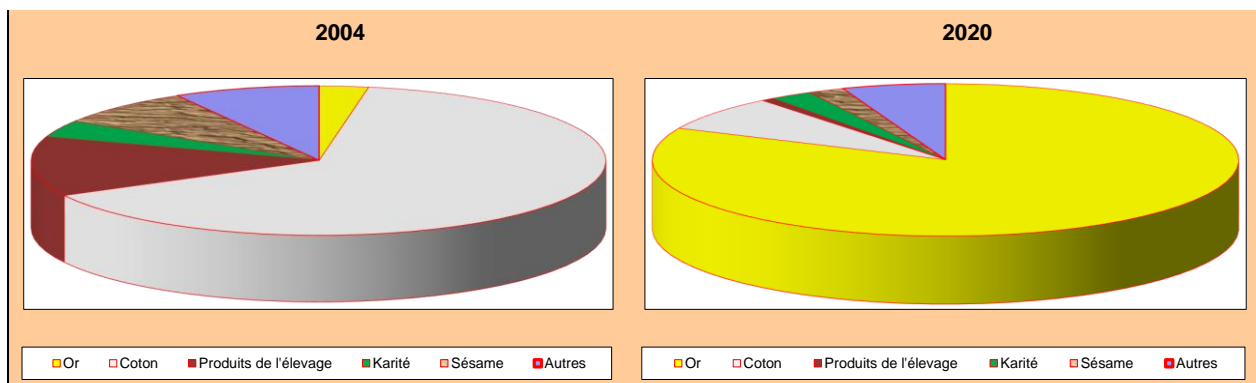


Au premier trimestre 2021, les exportations enregistrent une hausse de 3,0% comparativement au trimestre précédent, portant le niveau des exportations de 718,1 milliards FCFA au quatrième trimestre 2020 à 739,4 milliards FCFA au premier trimestre 2021. Cette hausse est imputable principalement à la hausse des exportations des matières textiles et ouvrages en ces matières (+84,6 milliards) et des produits du règne végétal (+15,0 milliards).

En glissement annuel, il est observé une forte hausse de 28,0%, soit 162,0 milliards de FCFA par rapport au même trimestre de 2020. Cette évolution est imputable principalement à la hausse des matières textiles et ouvrages en ces matières (+21,6 milliards) et des produits minéraux (+9,4 milliards).

Source : MINEFID / INSD

EXPORTATIONS EN VALEURS	2004	2017	2018	2019	2020
	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Part de l'or dans total	2,8%	68,8%	68,0%	73,3%	81,8%
Part du coton dans total	64,5%	12,6%	11,4%	9,0%	7,4%
Part des produits de l'élevage dans total	12,9%	1,1%	1,0%	1,0%	0,7%
Part du karité dans total	3,8%	3,3%	3,2%	3,2%	2,4%
Part du Sésame dans total	7,9%	2,9%	3,2%	3,5%	2,0%
Part des autres produits dans total	8,2%	11,4%	13,2%	10,1%	5,7%

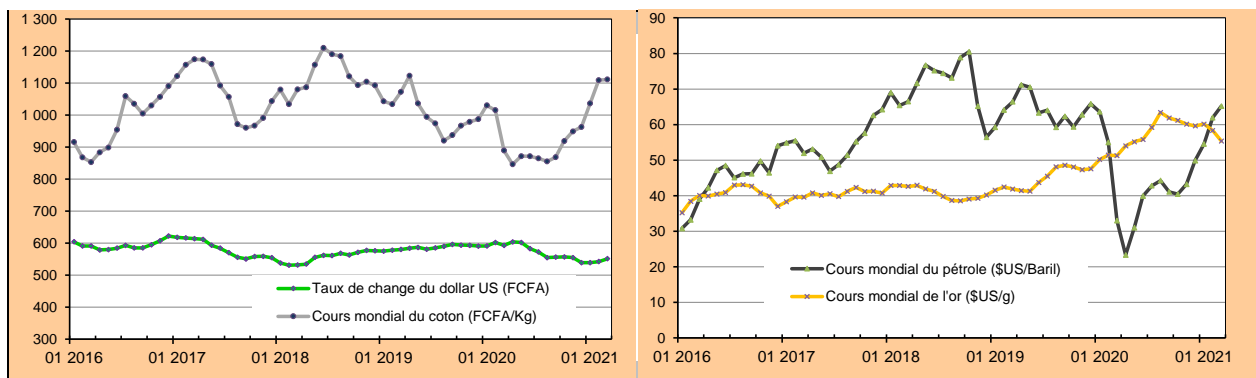


Depuis 2008, à la faveur de la reprise de l'exploitation industrielle des gisements d'or, la structure des exportations burkinabé a observé une mutation. D'une structure où prédominaient les exportations du coton (57%) et celles de produits de l'élevage (20,1%) en 2002, il ressort une prédominance de l'or avec 81,8% de la part des exportations en 2020. Cela se justifie principalement par les productions industrielles d'or qui ont atteint 62,1 tonnes en 2020.

Source : MINEFID / INSD

COURS DES MATIERES PREMIERES

MARCHE INTERNATIONAL	1. Trim. 2020	2. Trim. 2020	3. Trim. 2020	4. Trim. 2020	1. Trim. 2021	Glissement	
Moyenne trimestrielle	2020	2020	2020	2020	2021	trimestriel	annuel
Taux de change du Dollar (en Francs CFA)	595,2	596,2	561,1	550,2	544,2	-1,1%	-8,6%
Cours mondial du pétrole (en \$ US / Baril)	50,5	31,4	42,7	44,5	60,6	36,0%	19,9%
Cours mondial du coton (Indice Liverpool \$ US / tonne)	1 643,5	1 447,8	1 537,9	1 715,6	1 994,7	16,3%	21,4%
Cours mondial de l'Or (en \$ US / g)	50,9	55,0	61,5	60,3	57,9	-3,9%	13,7%
Cours mondial du pétrole (1.000 Francs CFA / Baril)	30,1	18,7	24,0	24,5	33,0	34,8%	9,6%
Cours mondial du coton (FCFA / Kg)	978,3	862,8	862,7	943,5	1 085,6	15,1%	11,0%
Cours mondial de l'Or (1.000 Francs CFA / g)	30,3	32,8	34,5	33,2	31,5	-5,0%	3,9%
Pouvoir d'achat pétrolier du coton	0,035	0,048	0,036	0,039	0,033	-14,6%	-4,2%



- Taux de change du dollar :

Sur le marché des changes, **le cours du dollar par rapport au FCFA connaît une dépréciation**. Il est en baisse de 1,1% au premier trimestre 2021. Toutefois, une hausse mensuelle est constatée à la fin de ce trimestre. En moyenne, le dollar s'est échangé à 544,2 FCFA au premier trimestre 2021 contre 550,2 FCFA un trimestre plus tôt. De même, en glissement annuel, le cours actuel est en dessous de sa valeur par rapport au franc FCFA au même trimestre de l'année précédente. Il est en dépréciation de 8,6% ce trimestre comparativement au même trimestre de 2020.

- Prix des produits exportés :

Progression du cours du coton sur les marchés mondiaux. Il est en hausse de 16,3% au premier trimestre 2021 en passant à 1994,7 dollars la tonne contre 1715,6 dollars au trimestre précédent. En glissement annuel, il a augmenté de 21,4%. En outre, converti en francs CFA, la fibre de coton valait 1085,6 FCFA le kilogramme au premier trimestre 2021, contre 943,5 FCFA au trimestre précédent, soit une hausse de 15,1% et un glissement annuel de 11,0%.

- Cours de l'or:

Au premier trimestre 2021, le cours de l'or enregistre une baisse. Le cours du métal jaune a connu une baisse de 3,9% en rythme trimestriel. En effet, le cours de l'or s'est affiché, en moyenne à 57,9 dollars le gramme au premier trimestre 2021 contre 60,3 dollars au quatrième trimestre 2020. Le cours de l'or est en baisse raison principalement du relèvement des taux d'intérêts des placements de long terme aux Etats-Unis et de la reprise des activités économiques au niveau mondial. Sur la base annuelle, le cours de l'or dépasse le niveau du même trimestre de l'année passée, avec une hausse de 13,7% au premier trimestre 2021. Converti en francs CFA, l'or s'est échangé en moyenne à 31 515 francs le gramme, en diminution de 5,0% en rythme trimestriel et en hausse de 3,9% en glissement annuel.

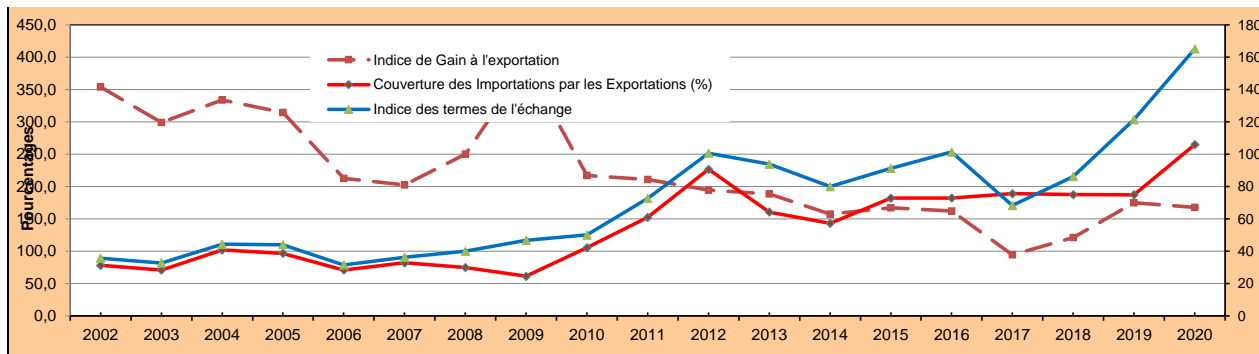
- Prix des produits importés :

Sur le marché du pétrole, le premier trimestre 2021 a connu la hausse des cours. Le cours du baril de Brent s'est situé en moyenne à 60,6 dollars au premier trimestre 2021 contre 44,5 dollars le trimestre précédent, correspondant à une augmentation de 36,0%. Comparé à la même période en 2020, le cours du baril de pétrole a enregistré une hausse de 19,9%. Exprimé en franc FCFA, il est en hausse de 34,8% et 9,8%, respectivement en rythme trimestriel et en glissement annuel. La remontée du cours du baril de pétrole s'explique par la reprise progressive de la mobilité mondiale et des activités économiques.

Source : MINEFID / D.G.E.P.

INDICES DU COMMERCE EXTERIEUR

TERMES DE L'ECHANGE Base 100 = 2007	12 2016	12 2017	12 2018	12 2019	12 2020	Var. 2020	
						Var./2019	Var./2018
Indice prix à l'exportation	160,7	178,3	263,1	263,4	314,0	19,2%	19,4%
Indice prix à l'importation	94,1	82,7	86,7	76,4	76,1	-0,5%	-12,2%
Indice des termes de l'échange	170,8	215,5	303,5	344,6	412,8	19,8%	36,0%
Indice de gain à l'exportation	37,7	48,5	69,9	77,8	67,1	-13,8%	-4,0%
Couverture des Importations par les Exportations (%)	75,6	74,9	74,9	77,3	106,0	37,1%	41,5%



Le taux de couverture des exportations par les importations a eu une allure tendancielle croissante depuis 2007. Il a progressé de 21,1% en décembre 2007 pour s'établir à 90,6% en 2011, année d'établissement de son premier pic dont l'évolution est en relation avec le boom minier. Depuis lors, le taux de couverture a auxillé autour de cette tendance pour atteindre un nouveau pic de 106,6% en décembre 2020 toujours en liens avec l'expansion minière.

Source : MINEFID / INSD

Crédit des contributions

<i>NOM, Prénoms</i>	<i>Tâches</i>	<i>Structures</i>
RAMDE, B. François KABORE, Barbi NIANGAO, Issaka	Coordonnateurs généraux	INSD
KABORE, Barbi	Indice harmonisé des prix à la consommation	INSD
TASSEMBEDO Mathieu	Prix des produits de l'élevage	DGESS/MRAH
ZANGO/ZEBA Salimata	Prix des produits agricoles	SONAGESS
SANA Lassané	Soldes d'opinions	INSD
SOME, Sankar Placide	Indice harmonisé de la production industrielle	INSD
TASSEMBEDO Mathieu	Production de l'élevage	DGESS/MRAH
ZANGO/ZEBA Salimata	Production de l'agriculture	SONAGESS
OUEDRAOGO Mahamadi MILLOGO, François BASSOLE, Wilfried Gustave	Finances publiques	DGESS/MINEFID DGTCP DGTCP
TRAORE, Sibiri	Situation monétaire	BCEAO
TRAORE, Sibiri	Secteur extérieur (Balance des paiements)	BCEAO
OUEDRAOGO, Dansané	Secteur extérieur (Export - Import)	INSD
TOUGMA, Jean Gabriel SAWADOGO P. Dieudonné NEYA Ferdinand	Secteur extérieur (Cours des matières premières) Comptes nationaux trimestriels	DGEP INSD